

Strasbourg, 10 mars 2006

Greco (2006) 1F Final

Sixième rapport général d'activités du GRECO (2005)

Adopté par le GRECO lors de sa 27ème Réunion Plénière
(Strasbourg, 6-10 mars 2006)

I. Nature du rapport

Le rapport général d'activités du Groupe d'Etats contre la corruption – GRECO – pour 2005 est présenté conformément à l'article 8, paragraphe 1, iii) du Statut du GRECO et de l'article 38 de son Règlement Intérieur.

A la lumière de la vaste expérience acquise par le GRECO depuis ses débuts et compte tenu de son impact sur les politiques nationales de lutte contre la corruption, le GRECO a décidé, lors de sa 21^e réunion plénière (29 novembre – 2 décembre 2004), d'inclure un chapitre consacré à une question de fond dans ses rapports généraux d'activités. La question choisie pour 2005, « La lutte contre la corruption dans l'administration publique – thèmes émergeant du Cycle II des évaluations du GRECO », est traitée dans le chapitre XIII du présent rapport.

II. Statut du GRECO

Le 18 avril 2002, le Comité des Ministres du Conseil de l'Europe a adopté la Résolution Res(2002)6 autorisant la continuation de l'Accord partiel élargi établissant le GRECO. Ainsi, à la suite de sa phase initiale de démarrage, le GRECO est devenu un organe permanent du Conseil de l'Europe.

III. Composition

Le GRECO est un Accord partiel élargi ouvert, sur un pied d'égalité, aux Etats membres du Conseil de l'Europe, aux Etats non membres ayant participé à son élaboration et à d'autres Etats non membres invités à y adhérer. Fin décembre 2005, le GRECO comptait 39 membres : Belgique, Bulgarie, Chypre, Estonie, Finlande, France, Allemagne, Grèce, Islande, Irlande, Lituanie, Luxembourg, Roumanie, République Slovaque, Slovénie, Espagne et Suède (Etats fondateurs – 1^{er} mai 1999), Pologne (date d'adhésion : 20 mai 1999), Hongrie (9 juillet 1999), Géorgie (16 septembre 1999), Royaume-Uni (18 septembre 1999), Bosnie-Herzégovine (25 février 2000), Lettonie (27 juillet 2000), Danemark (3 août 2000), Etats-Unis d'Amérique (20 septembre 2000), « l'ex-République yougoslave de Macédoine » (7 octobre 2000), Croatie (2 décembre 2000), Norvège (6 janvier 2001), Albanie (27 avril 2001), Malte (11 mai 2001), Moldova (28 juin 2001), Pays-Bas (18 décembre 2001), Portugal (1^{er} janvier 2002), République Tchèque (9 février 2002), Serbie-Monténégro (1^{er} avril 2003), Turquie (1^{er} janvier 2004), Arménie (20 janvier 2004), Azerbaïdjan (1^{er} juin 2004) et Andorre (28 janvier 2005).

IV. Représentants des membres du GRECO et Evaluateurs

La liste des Représentants nommés par les Etats membres figure à l'[Annexe I](#). La liste des Evaluateurs du Deuxième Cycle a été établie conformément à l'article 10, paragraphe 4 du Statut du GRECO.

V. Réunions

Le GRECO a tenu cinq réunions plénières en 2005 (toutes à Strasbourg) :

GRECO 22 (14-18 mars)
GRECO 23 (17-20 mai)
GRECO 24 (27 juin–1^{er} juillet)
GRECO 25 (10-14 octobre)
GRECO 26 (5-9 décembre)

Le Bureau du GRECO s'est réuni à cinq occasions en 2005 :

Bureau 28 (3-4 février, Strasbourg)
Bureau 29 (18-19 avril, Strasbourg)
Bureau 30 (1^{er} juin, Bruxelles)
Bureau 31 (8-9 septembre, Strasbourg)
Bureau 32 (7-8 novembre, Strasbourg)

VI. Premier Cycle d'Évaluation

Le GRECO avait décidé que tout membre adhérent à l'Accord partiel élargi après la fin du Premier Cycle d'Évaluation (fin de 2002), serait également soumis à une évaluation du premier cycle en raison de l'importance cruciale des thèmes traités pour le système anti-corruption des pays. Les membres concernés sont donc soumis à des *évaluations conjointes des premier et deuxième cycles*. Les premières évaluations conjointes ont eu lieu en 2005 (voir chapitre VIII ci-dessous).

Procédure de conformité

En 2005, le GRECO a poursuivi son évaluation des mesures prises par ses membres pour mettre en œuvre les recommandations figurant dans les rapports d'évaluation du premier cycle et a adopté les rapports de conformité du premier cycle comme suit :

- au GRECO 22 : République Tchèque, Hongrie, Pays-Bas
- au GRECO 23 : Malte et Bosnie-Herzégovine
- au GRECO 24 : Portugal
- au GRECO 26 : Moldova

Une nouvelle procédure pour traiter les *informations complémentaires* requises par les rapports de conformité concernant des recommandations qui n'ont pas été ou qui ont été partiellement mises en œuvre a été établie et le Règlement Intérieur a été amendé en conséquence ; sous cette nouvelle procédure, définie à l'Article 31, paragraphes 9.1 et 9.2 du Règlement Intérieur du GRECO, une appréciation de la mise en œuvre des recommandations en question est établie sur la base des informations complémentaires soumises. L'appréciation est ensuite examinée par le GRECO en vue de son adoption sous la forme d'un addendum au rapport de conformité. En principe, l'adoption de l'appréciation met fin à la procédure de conformité pour le membre concerné.

Les procédures de conformité du premier cycle ont ainsi été closes pour 9 pays (Chypre, Estonie, Finlande, Islande, Irlande, Luxembourg, République Slovaque, Espagne, Royaume-Uni). La procédure de conformité du premier cycle à l'égard de la Slovaquie est encore en cours. Un complément d'information a été demandé aux autorités slovaques pour le 1^{er} mars 2006.

Procédure de l'article 32, paragraphe 2 du Règlement Intérieur du GRECO

Lors de sa 25^e réunion plénière (octobre 2005), le GRECO a adopté une Evaluation globale, préparée par son Rapporteur Spécial (M. Ákos KARA, Hongrie), des informations fournies par la Géorgie dans le cadre de la procédure de non-conformité en cours¹. Le GRECO s'est félicité des progrès de la Géorgie concernant la mise en œuvre d'un certain nombre de recommandations ; il considère l'adoption de la stratégie nationale de lutte contre la corruption et l'élaboration d'un projet de plan d'action relatif à cette stratégie

¹ Le Rapport de Conformité du Premier Cycle sur la Géorgie concluait que le niveau de conformité de la Géorgie aux recommandations du Premier Cycle était insatisfaisant. Conformément à l'article 32, paragraphe 2, alinéa (i) de son Règlement Intérieur, le GRECO a invité le Chef de la Délégation géorgienne à lui remettre, à partir du 30 avril 2004, des rapports supplémentaires et réguliers sur les progrès accomplis en vue de l'adoption des mesures requises (Étape 1 de la procédure de non-conformité). Le Rapport d'Évaluation du Premier Cycle sur la Géorgie est disponible sur le site Web du GRECO : www.greco.coe.int.

comme des réalisations majeures. Le GRECO a invité la délégation géorgienne à soumettre, avant le 31 janvier 2006, des informations complémentaires sur un certain nombre de recommandations qui n'ont pas été ou ont été partiellement mises en œuvre, comme prévu dans les conclusions de l'Évaluation globale.

Des informations sur les étapes des procédures d'évaluation et de conformité du premier cycle achevées en 2005 figurent à l'Annexe II.

VII. Deuxième Cycle d'Évaluation

La programmation des procédures d'évaluation du deuxième cycle en 2005 s'est appuyée sur le Calendrier des Évaluations, qui a été régulièrement mis à jour. Étant donné que le calendrier 2006 d'évaluations du deuxième cycle et d'évaluations conjointes des premier et deuxième cycles est particulièrement chargé—reflétant en cela l'accroissement régulier du nombre de ses membres²—le GRECO a décidé lors de sa 26^e réunion plénière (décembre), de prolonger le Deuxième Cycle d'Évaluation jusqu'au 31 décembre 2006.

Visites d'évaluation

En 2005, le GRECO a effectué des visites d'évaluation de deuxième cycle dans les pays suivants : Malte (10-14 janvier), Pays-Bas (1-4 février), Roumanie (22-25 février), Chypre (1-4 mars), Irlande (21-24 mars), Croatie (5-8 avril), Hongrie (24-27 mai), Grèce (30 mai-3 juin), République Tchèque (12-16 septembre), Portugal (14-18 novembre), Bosnie-Herzégovine (21-25 novembre), États-Unis d'Amérique (12-16 décembre).

Adoption des rapports d'évaluation

Le GRECO a adopté les rapports d'évaluation du deuxième cycle comme suit :

- au GRECO 22 : Albanie, Danemark et Suède.
- au GRECO 23 : Lituanie et Espagne.
- au GRECO 24 : Bulgarie, Allemagne et Malte.
- au GRECO 25 : Pays-Bas, Roumanie et « l'ex-République yougoslave de Macédoine ».
- au GRECO 26 : Croatie, Grèce et Irlande.

Les informations sur la composition des équipes d'évaluation et les étapes de la procédure d'évaluation du deuxième cycle achevées en 2005 figurent à l'Annexe III.

VIII. Évaluations conjointes des premier et deuxième cycles

Comme mentionné dans le chapitre VI du présent rapport, une procédure d'évaluation conjointe des premier et deuxième cycles a été entamée à l'égard des nouveaux membres du GRECO.

En 2005, le GRECO a effectué des visites d'évaluation dans les pays suivants : Turquie (23-27 mai), Arménie (30 mai – 3 juin), Serbie et Monténégro (Podgorica, 13-17 juin, et Belgrade, 12-16 septembre) et Azerbaïdjan (12-16 décembre).

Les informations sur la composition des équipes d'évaluation et les étapes de la procédure d'évaluation conjointe des premier et deuxième cycles figurent à l'Annexe III.

² Durant la période 2003-2005 (i.e. après la clôture du Premier Cycle d'Évaluation) cinq nouveaux membres ont adhéré au GRECO ; ils devront tous être soumis aux Évaluations Conjointes des Premier et Deuxième cycles.

IX. Troisième Cycle d'Evaluation

Lors de sa 24^e réunion plénière, le GRECO a décidé que le Troisième Cycle d'Evaluation, dont le lancement est prévu pour le 1^{er} janvier 2007, porterait sur deux thèmes :

- la transposition dans la législation et les pratiques nationales des incriminations prévues par la Convention pénale sur la corruption (STE 173), et
- la transparence du financement des partis, comprise par référence à la Recommandation Rec(2003)4 sur les règles communes contre la corruption dans le financement des partis politiques et des campagnes électorales.

Le choix de deux thèmes très distincts, la nature hautement technique du premier et les questions politiques délicates soulevées par le second constituent un défi majeur pour l'avenir. Etant donné la charge de travail en 2006, il sera difficile pour le GRECO, voire impossible, d'assumer seul l'entière préparation du Troisième Cycle d'Evaluation. Le GRECO a donc décidé de charger deux groupes de travail³ de la préparation de ce Cycle.

Lors de sa 25^e réunion plénière, le GRECO a adopté le mandat des deux groupes de travail ; ce mandat stipule la préparation des « ensembles d'outils » correspondant au domaine d'évaluation respectif de chacun des groupes (« outils » qui consistent en la liste des questions prioritaires à traiter, un inventaire des indicateurs qui permettraient de tirer des conclusions quant à la mise en œuvre des dispositions examinées et en un questionnaire d'évaluation concis) et la fourniture de conseils relativement à la structure des visites sur site programmées (tels que signaler les sources d'information utiles sur les questions examinées).

Les deux groupes de travail tiendront leurs premières réunions en mars 2006 et présenteront leurs résultats au GRECO en juin 2006.

X. Budget et programme

Pour la deuxième année consécutive, le Royaume-Uni a fait une contribution volontaire généreuse au budget du GRECO, destinée à renforcer le Secrétariat grâce au recrutement d'un agent temporaire de longue durée.

Au cours de sa 24^e réunion plénière, le GRECO a approuvé les propositions budgétaires pour 2006 et chargé le Secrétaire Exécutif de les transmettre au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe. Les propositions du Secrétaire Général ont été ensuite approuvées par le Comité du Budget et adoptées par le Comité Statutaire le 30 novembre 2005.

Lors de sa 26^e réunion plénière, le GRECO a adopté son Programme d'Activités pour 2006, tel qu'il figure dans le document Greco (2005) 20 F Final.

Le GRECO a exprimé son inquiétude devant l'impossibilité d'inclure dans le budget 2006 le financement d'un atelier de lancement pour former les évaluateurs du Troisième Cycle. Cet état de fait est d'autant plus à déplorer que le GRECO peut rencontrer des difficultés à constituer une liste d'évaluateurs qualifiés pour mener à bien les évaluations du Troisième Cycle. Le coût d'un tel atelier reviendrait environ à 90 000 euros. Le Président du GRECO a lancé un appel à des contributions volontaires pour financer cet atelier, essentiel au bon déroulement du Troisième Cycle d'Evaluation.

³ Groupes de travail *WP-ETS 173* sur les incriminations prévues par la Convention pénale sur la corruption (STE 173) et *WP-PF* sur la transparence du financement des partis.

XI. Visibilité

Les membres du GRECO ont maintenu la pratique autorisant la publication des rapports d'évaluation et de conformité, publication qui s'étendait également aux premiers addenda aux rapports de conformité (voir chapitre VI). Cette pratique a entraîné une forte sensibilisation aux travaux du GRECO, notamment auprès des milieux spécialisés. Parmi les nouvelles initiatives 2005 figure la présentation régulière de « flashes info » annonçant la publication des rapports d'évaluation sur la page d'accueil du GRECO et sur le portail du Conseil de l'Europe. Le GRECO a également publié une brochure d'information révisée et dont la présentation a été revue, intitulée « Suivi du respect des normes du Conseil de l'Europe en matière de lutte contre la corruption », destinée au grand public.

XII. Autres sujets

L'OCDE bénéficie du statut d'observateur auprès du GRECO depuis 2002 ; ses représentants ont participé aux 22^e et 24^e réunions plénières en 2005. De même, des membres du Secrétariat du GRECO ont participé à plusieurs réunions organisées par l'OCDE dans le domaine de la corruption, telles que la 6^e Réunion générale du Réseau de l'OCDE de lutte anti-corruption pour les pays en transition (Istanbul, mai) et les réunions du Groupe de travail de l'OCDE sur la corruption dans le cadre de transactions commerciales internationales (Paris, janvier, juin et décembre).

Le GRECO a été représenté par son Président, les membres de son Bureau ou le Secrétariat à plusieurs autres manifestations :

- Groupe d'étude sur le suivi de la Convention des Nations Unies contre la corruption (UNCAC) (Paris, mars ; Berlin, juin et septembre). Créé sur une initiative de Transparency International (financé par la Fondation pour les Nations unies), ce groupe d'étude a pour mission de lancer, en coopération avec l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (UNODC), des idées de suivi devant être examinées dans le cadre de la Conférence des Etats Parties (prévue au titre de l'article 63 de la Convention) qui devrait avoir lieu au courant du dernier trimestre 2006. Le groupe d'étude a abouti, entre autres, à la formulation d'une demande de suivi adéquat de la convention et de coopération avec d'autres mécanismes ou programmes de suivi (régionaux), en vue de renforcer l'expérience existante et d'éviter la duplication des suivis.
- Conférence intitulée « Lutte contre la corruption – Cinq ans d'expérience » (Pologne, janvier) ;
- Conférence ministérielle organisée conjointement par le CSPS (Coordinateur spécial du Pacte de Stabilité pour l'Europe du sud-est) et le SPAI (Initiative Anti-corruption du Pacte de Stabilité pour l'Europe du sud-est) (Belgique, mai) ;
- Audition du Président du GRECO devant la 930^e réunion des Délégués des Ministres (Strasbourg, juin) ;
- Quatrième Forum mondial sur la lutte contre la corruption (Brésil, juin) ;
- Atelier sur le suivi de la corruption, organisé par l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (UNODC) (Bulgarie, juin) ;
- Conférence « Lutte contre la corruption – Echange international d'idées et d'expériences ; renforcement de la coopération » organisée sous les auspices de l'Office européen de lutte anti-fraude (OLAF) (Allemagne, septembre) ;

- Conférence « Octopus Interface » sur la lutte contre la criminalité économique (Portugal, septembre) ;
- Conférence : « Mise en oeuvre du droit pénal de l'Union européenne : quelle méthodologie pour l'évaluation ? » organisée par l'Institut d'études européennes de l'Université de Bruxelles et par le Réseau Académique spécialisé dans le droit pénal de l'Union Européenne (ECLAN) (Belgique, octobre) ;
- Conférence : « Coopération européenne en matière de lutte contre la corruption », organisée par le Collège de police de Rhénanie-Palatinat (Allemagne, octobre) ;
- Conférence : « La corruption comme obstacle au développement : politiques, instruments et stratégies de lutte », organisée par Transparency International - Italie et IDLO (Organisation Internationale de droit du développement) (Italie, novembre) ;

Relativement à l'initiative conjointe du Groupe d'action financière sur le blanchiment de capitaux (GAFI) et du Groupe Asie/Pacifique sur le blanchiment de capitaux (GAP) sur les liens entre la corruption, le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme, le GRECO a fait l'objet de consultations en vue de fournir des informations sur son expertise dans ce domaine. De nouvelles consultations sont prévues.

XIII. La lutte contre la corruption dans l'administration publique - thèmes émergent du Cycle II des évaluations du GRECO

Dans le cadre de son deuxième cycle d'évaluation, le GRECO évalue, entre autres, les mesures prises par les Etats membres pour faire face à la corruption au sein de l'administration publique. L'examen du GRECO porte sur les principes directeurs 9 et 10 de la Résolution (97) 20 relative aux vingt principes directeurs pour la lutte contre la corruption :

- veiller à ce que l'organisation, le fonctionnement et les processus décisionnels des administrations publiques tiennent compte de la nécessité de lutter contre la corruption, en particulier en assurant un degré de transparence compatible avec l'efficacité de leur action (PD 9); et
- assurer que les règles relatives aux droits et devoirs des agents publics tiennent compte des exigences de la lutte contre la corruption et prévoient des mesures disciplinaires appropriées et efficaces; favoriser l'élaboration d'instruments appropriés, tels que des codes de conduite, qui précisent davantage le comportement attendu des agents publics (PD 10).

Le point de départ du GRECO vient de la constatation que l'exigence éthique dans l'administration et la qualité du service rendu aux administrés sont indissociables d'une lutte efficace contre la corruption. Il convient de rappeler ces objectifs et les faire prévaloir, particulièrement, dans le contexte actuel d'évolution de l'environnement de la fonction publique et d'exigences accrues en termes d'efficacité et de performance.

Les critères permettant de procéder à une évaluation objective des mesures prises par les Etats membres pour faire prévaloir l'éthique dans l'administration publique sont inspirés des normes pertinentes du Conseil de l'Europe en matière de lutte contre la corruption, telles que la Recommandation n° R (2000) 10 sur les codes de conduite pour les agents publics, et ont été rappelés, notamment, dans le questionnaire d'évaluation du deuxième cycle (v. document Greco (2002) 28F Final).

Un examen des rapports d'évaluation du deuxième cycle, des recommandations et observations adressées aux membres ayant fait l'objet d'une évaluation, permet de dégager certains thèmes émergents, ayant trait, d'une part à l'organisation, au fonctionnement et au contrôle de l'administration et d'autre part, au statut et au comportement des agents publics. Toutefois, les conclusions du GRECO adoptées dans le

cadre d'évaluations mutuelles individuelles ne peuvent être purement et simplement généralisées et tiennent souvent compte de la spécificité des systèmes administratifs, juridiques et politiques de chaque pays.

1. Principe Directeur 9 (PD9)

La notion d'administration publique a été entendue par le GRECO dans son acception large, couvrant les services de l'ensemble du secteur public, tels que l'administration de l'Etat, des collectivités territoriales et les établissements et entreprises publiques. Les exigences éthique et de la lutte contre la corruption concernent donc l'ensemble de l'administration publique.

Stratégies anti-corruption dans l'administration publique

Le GRECO a recommandé pour un certain nombre de pays (voir Tableau joint), de développer des stratégies nationales de lutte contre la corruption. Dans certains cas, une mention particulière a été faite de la portée souhaitable de ces stratégies afin que celles-ci s'appliquent également aux collectivités territoriales. Le GRECO a souvent appelé dans ce contexte à prendre en considération le « Paquet d'initiatives-modèle (du Comité directeur sur la démocratie locale et régionale) concernant l'éthique publique au niveau local. »

Ces stratégies ne doivent pas être de simples déclarations d'intention. Pour être crédibles, elles doivent être coordonnées et comporter des objectifs concrets et mesurables. Il convient de veiller à ce qu'elles soient mises en œuvre et périodiquement évaluées et adaptées. Le GRECO a donc recommandé, dans certains cas, d'adopter des plans d'action détaillés et d'assurer le contrôle de la mise en œuvre des stratégies et plans d'action, par des organismes dotés de l'autorité et des ressources suffisantes pour ce faire.

Prévention et Evaluation des risques et secteurs vulnérables

Une bonne prévention suppose d'abord une appréciation objective des risques. Le GRECO a relevé souvent l'absence d'analyse systématique des facteurs de risques (ex : conflits d'intérêts, obtention d'avantages indus, absence de règles relatives au signalement des infractions commises au sein de l'administration, etc...) et des secteurs vulnérables à la corruption (ex : marchés publics, prestations de soins de santé, délivrance de permis et de licences). Il a donc recommandé, dans certains cas, de parvenir à une meilleure connaissance des secteurs vulnérables et des pratiques concernées afin de mieux prévenir et détecter des pratiques telles que les pots de vins, le trafic d'influence, le favoritisme, etc.

Le GRECO a souvent noté l'absence d'informations adéquates ou de données statistiques en matière de condamnations pénales ou de sanctions disciplinaires infligées aux agents publics pour des infractions de corruption ou violations des normes déontologiques y relatives (ex : défaut de signalement d'activités accessoires susceptibles de générer un conflit d'intérêts). Dans certains cas, les données statistiques peuvent être utiles pour la réalisation d'études de tendances.

Les autorités doivent veiller à ce que la volonté de prévenir la corruption se reflète dans le processus décisionnel de l'administration. Ceci est notamment illustré par certaines recommandations insistant sur la nécessité de vérifier que les procédures administratives, en particulier celles où l'administration dispose d'une marge importante d'appréciation, permettent d'éviter de possibles abus. Concrètement, cela concerne par exemple, la prévisibilité, la transparence, la célérité et l'efficacité des procédures, la collégialité de la prise de décisions, l'obtention d'avis préalables d'organismes habilités, la consultation des citoyens ou des individus concernés, la publication d'informations d'intérêt public, l'accès aux documents officiels, etc... Dans certains pays, la lenteur ou l'inefficacité des procédures s'est avérée comme étant l'une des causes principales de la

corruption. Le recours à des centres de services aux citoyens ou à des prestations de service disponibles sur Internet ou encore la réduction des délais pour l'octroi de certains permis et licences sont considérés comme autant de moyens permettant de réduire la corruption.

Transparence et accès aux documents officiels

Le principe directeur 9 met l'accent sur la transparence dans l'administration publique. La transparence permet aux citoyens de contrôler l'action de l'administration et renforce la confiance des administrés dans leurs institutions. Le GRECO a recommandé, dans un certain nombre de cas, d'adopter des règles adéquates en matière de transparence administrative, notamment en ce qui concerne l'accès aux documents officiels, en limitant les restrictions éventuelles, et d'assurer leur mise en œuvre effective, en particulier, au moyen d'un mécanisme approprié pour contrôler et garantir l'accès à l'information et qui donnerait son avis sur le caractère communicable d'un document, en toute indépendance. Toutefois, même en présence d'une loi spécifique à ce propos, les délais trop longs pour enjoindre à l'administration à accorder l'accès à des documents administratifs peuvent rendre parfois le droit d'accès des citoyens inopérant. Le GRECO a recommandé aussi parfois de mettre en place une politique proactive d'accès aux documents officiels.

Contrôles

Un des moyens clé de lutter contre la corruption est l'existence d'un dispositif de contrôles adéquats. Ces contrôles peuvent être externes (juridictionnel; administratif; financier) et/ou interne (hiérarchique, audits internes, inspections, etc.), *a priori* et/ou *a posteriori*, obligatoire et/ou facultatif, régulier et/ou aléatoire, etc. Les contrôles mis en place devraient être en mesure – en fonction de leur champ de compétence – de détecter des infractions de corruption ou infractions voisines à caractère pénal, administratif ou disciplinaire. La détection d'infractions ou autres abus doit faire l'objet de signalements appropriés, selon les cas ou en même temps, aux autorités de poursuite pénale, aux juridictions administratives, financières ou aux inspections si elles existent et aux organes disciplinaires compétents.

A titre d'exemple, les différents corps d'inspection qui existent dans certains pays, devraient être en mesure de détecter et dénoncer des actes de corruption et autres abus. Dans le cas contraire, il conviendrait d'examiner les raisons pour lesquels ils ne le font pas (par exemple, les inspecteurs sont-ils familiarisés avec les différentes formes possibles de corruption dans la gestion des finances publiques, du personnel, des relations avec les administrés ? reçoivent-ils des formations ? Ont-ils reçu des directives en ce qui concerne l'étendue de leur contrôle et leur obligation de signalement ? Existe-t-il des moyens ou des obstacles permettant de renforcer ou au contraire de freiner leur action ?). Dans certains cas, le GRECO a recommandé le renforcement des contrôles administratifs.

L'institution du médiateur revêt une importance particulière dans les démocraties modernes, en tant qu'institution veillant à promouvoir la bonne gestion des affaires publiques. Le recours au médiateur est en principe ouvert à tout individu, parfois même de manière anonyme, et, bien qu'il se concentre normalement sur la « mauvaise administration », l'institution peut être un moyen pour détecter et dénoncer la corruption et autres abus. Le GRECO a recommandé la création de l'institution du médiateur lorsqu'elle n'existait pas. Dans les pays où le médiateur n'a jamais eu à connaître de cas de corruption ou actes proches ou n'a jamais signalé aux autorités de poursuites et/ou disciplinaires de telles infractions, le GRECO a encouragé les pays membres à réexaminer le dispositif existant et, le cas échéant, à renforcer la contribution du médiateur à la lutte contre la corruption.

2. Principe Directeur 10 (PD 10)

La notion d'agent public a été entendue par le GRECO dans un sens large, couvrant le personnel de l'ensemble des services du secteur public. Les exigences éthique et de la lutte contre la corruption concernent donc tous les agents qui ont une activité au sein de l'administration à titre permanent, temporaire, exerçant ou non, à proprement parler des prérogatives de puissance publique.

L'efficacité des normes statutaires, des codes de conduites et autres

Un des critères d'appréciation du GRECO consiste à vérifier que tous les agents publics et pas uniquement les agents statutaires (« fonctionnaires ») sont soumis à des normes adéquates permettant de prévenir, signaler et sanctionner la corruption et autres abus de pouvoir ou de position officielle. Ces normes peuvent être contenues dans la constitution, le statut des fonctionnaires, des lois ou réglementations spéciales et sont parfois assorties de sanctions pénales, administratives ou disciplinaires. Elles peuvent être précisées dans des codes de conduites, voire des contrats. Les codes de conduite sont généralement écrits dans un langage moins juridique que les lois et réglementations susmentionnées et donc plus accessibles.

Recrutement

Le GRECO a porté son attention sur l'objectivité des procédures de sélection et sur l'appréciation de l'intégrité des candidats à des postes au sein du secteur public. Il ne s'agit pas d'instaurer l'obligation généralisée de délivrer des certificats de bonne conduite mais, principalement d'éviter le clientélisme et le népotisme et de s'assurer que des personnes corrompues soient écartées de l'administration publique. Ainsi, le GRECO a recommandé, par exemple, de renforcer le contrôle des procédures de sélection en termes, notamment, d'objectivité des procédures et d'indépendance des jurys de sélection, de vérification du casier judiciaire des candidats et des interdictions professionnelles éventuelles. Dans certains secteurs particulièrement vulnérables, les tests éthiques ou d'intégrité peuvent être utilisés.

Evaluation/Carrière

L'évaluation adéquate des compétences, de l'intégrité et de la performance des agents publics est un des moyens de garantir et de renforcer leur intégrité et leur motivation, d'améliorer les performances du secteur public et de réduire les possibilités de corruption, notamment, en évitant le clientélisme, le favoritisme et les conflits d'intérêt. Une évaluation fondée sur le mérite des agents et tenant compte de leur intégrité vise notamment à empêcher que les agents les moins intègres ne soient ceux qui gravissent le plus rapidement les échelons. Ainsi, le GRECO a recommandé de mettre en place des systèmes effectifs d'évaluation de leurs performances englobant la question de l'intégrité.

Formation

Dans de nombreux cas, le GRECO a recommandé que tous les agents publics devraient bénéficier de formations adéquates en matière de déontologie, non seulement juste après leur recrutement mais aussi dans le contexte de la formation continue et notamment pour les postes les plus exposés aux risques de la corruption. Les formations devraient comprendre des discussions sur la résolution de cas pratiques concrets et spécifiques. Le GRECO a aussi souligné que l'information adéquate des agents sur leurs droits et obligations, ainsi que sur les risques de corruption ou d'abus inhérents à l'exercice de leurs fonctions, le dialogue et l'engagement éclairé des agents d'y souscrire, contribuent à rappeler l'importance de l'exigence éthique requise de la part de tout agent et à promouvoir une culture d'intégrité.

Conflits d'intérêt

Le GRECO a porté son attention sur les dispositifs existants permettant de prévenir, détecter et sanctionner les conflits d'intérêt entre les fonctions officielles d'un agent public et son intérêt personnel. Parmi ces dispositifs, il convient de mentionner l'existence de normes générales en matière de conflits d'intérêt, incompatibilités et activités accessoires, énonçant le principe de l'interdiction de se mettre en situation de conflit d'intérêt et d'occuper des fonctions incompatibles ou d'exercer des activités accessoires de façon illicite. Il existe des dispositifs permettant de contrôler ces conflits d'intérêts, incompatibilités ou activités accessoires, tels que l'obligation d'informer son supérieur hiérarchique ou toute autre autorité prévue par la loi, d'obtenir son accord, de signaler les émoluments ou autres avantages qui en découlent, voire d'effectuer des déclarations de patrimoine et d'intérêt.

Déclarations de patrimoine et d'intérêt

Dans les pays où il existe une obligation pour des agents publics d'effectuer des déclarations de patrimoines et d'intérêt, le GRECO a examiné la pertinence et l'efficacité du système mis en place. Dans certains cas, il a recommandé le renforcement de l'efficacité et de la rigueur des procédures de contrôle desdites déclarations.

Pantouflage

Dans certains pays, le phénomène du pantouflage, à savoir la migration abusive d'agents publics vers le secteur privé, est assorti de sanctions pénales. Il existe par ailleurs dans quelques pays, des systèmes de contrôle et d'autorisation préalable à l'engagement d'un agent public dans un organisme du secteur privé. Le GRECO a porté une attention particulière à ce phénomène afin d'éviter que les décisions d'un agent ne soient influencées par l'espoir d'obtenir un emploi au sein d'une entreprise qu'il contrôle ou avec laquelle il traite ou que cet agent n'accorde à son nouvel employeur du secteur privé des informations privilégiées de façon indue et faussant la concurrence. Le GRECO a recommandé à l'attention de très nombreux pays d'adopter des dispositions appropriées et de mettre en place un système de contrôle adapté.

Rotation

La rotation est souvent conçue comme un moyen permettant de limiter les tentations et les effets de la corruption résultant de l'exercice, pendant des périodes étendues, de fonctions dans des secteurs de l'administration particulièrement exposés à un risque de corruption, tels que l'attribution de marchés, la fiscalité, l'urbanisme, les douanes, les ressources humaines, la police de la circulation, etc... Le GRECO a recommandé, dans un certain nombre de cas, d'envisager d'établir ou de généraliser la rotation des agents publics, notamment dans les secteurs les plus vulnérables.

Cadeaux

Dans certains pays, la remise de tout cadeau à un agent public est considérée comme un acte de corruption. Il est toutefois plus aisé de prouver parfois, par exemple dans le cadre d'une procédure disciplinaire, qu'un cadeau a été remis à un agent, que de prouver, dans le cadre d'une procédure pénale, que ledit cadeau constitue un avantage indu pour l'agent « afin d'accomplir ou de s'abstenir d'accomplir un acte dans l'exercice de ses fonctions ». Selon le GRECO, les dispositions pénales sont d'ordre général et des règles spécifiques relatives à cette question sont le plus souvent nécessaires pour donner aux agents une orientation claire en la matière. Le GRECO a donc recommandé d'établir des règles ou lignes directrices adéquates en matière de cadeaux, ainsi que par rapport au comportement attendu des agents face aux cadeaux offerts.

Signalement d'infractions et protection des donneurs d'alerte

Un moyen important pour sortir de l'engrenage de la corruption est la mise en place d'un système efficace de signalement de suspicions de corruption et autres abus. Le GRECO a recommandé dans certains cas, d'adopter des règles adéquates obligeant les agents à faire de tels signalements, notamment en présence d'actes de corruption ou autres infractions de caractère pénal. Dans certains cas, le GRECO a noté que les règles existantes permettaient aux agents de faire de tels signalements et les protégeaient à l'encontre de représailles éventuelles ou d'actions en diffamation, mais que, malgré cela, cet état de la situation n'a pas donné lieu à des signalements nombreux. Des problèmes peuvent donc exister au niveau de la connaissance de l'obligation et des modalités de signalement, des moyens de preuve requis, de l'efficacité des procédures existantes. Dans de tels cas, le GRECO a recommandé, par exemple, de réaliser un audit de l'efficacité desdites procédures. De surcroît, le GRECO a relevé que la création de procédures spécifiques de signalement, tel que l'institution de « tiers de confiance » pouvait s'avérer particulièrement efficace. Une attention particulière a aussi été portée à l'obligation de signalement des agents du fisc.

Le GRECO a recommandé de mettre en place des systèmes permettant de pleinement protéger les « donneurs d'alerte » (cad ceux qui signalent des soupçons de corruption de bonne foi) à l'encontre de représailles. En général, les agents publics sont protégés par le droit en vigueur contre toute atteinte illégale. La protection supplémentaire des donneurs d'alerte vise à protéger les agents concernés contre toute forme de discrimination et préjudice « déguisés » découlant du fait que la personne ait fait des allégations de corruption ou autres abus au sein de l'administration publique. A ce propos, il existe dans certains pays des dispositions spécifiques qui interdisent toute poursuite pour diffamation à l'encontre d'un agent public ou d'un inspecteur qui aura émis des jugements défavorables à l'encontre d'un agent et signalé de tels actes aux organes de poursuite pénale ou disciplinaires.

Procédures disciplinaires

Le GRECO s'est attaché à vérifier « *que les règles relatives aux droits et devoirs des agents publics (...) prévoient des mesures disciplinaires appropriées et efficaces* ». Les procédures disciplinaires sont un moyen essentiel pour tirer les conséquences d'un fait de corruption (pouvant aller jusqu'au renvoi de l'agent de la fonction publique) et sanctionner des faits voisins qui ne sont pas nécessairement assortis de sanctions pénales. Ceci dit, l'inefficacité – souvent relevée – des procédures disciplinaires induit le sentiment que le système est corrompu dans son ensemble. Il suppose et entraîne une attitude de tolérance de la corruption comme à l'égard d'autres abus de fonction similaires.

L'efficacité des procédures disciplinaires peut dépendre, entre autres, de l'existence d'organes disciplinaires spécifiques, de la mise en place de moyens d'enquête adéquats, de procédures disciplinaires rapides et efficaces ainsi que de sanctions dissuasives. Le GRECO en a conclu que l'efficacité des procédures disciplinaires et l'imposition de sanctions appropriées devraient contribuer à rappeler l'objectif de tolérance zéro à l'encontre de toute forme de corruption ou de comportement non éthique au sein de l'administration.

Le GRECO a constaté que certaines administrations ne disposaient pas d'informations en ce qui concerne les procédures et sanctions disciplinaires à l'égard de leurs agents. Il a estimé, dans certains cas, qu'il devrait être envisagé, pour accroître l'efficacité et le suivi des procédures disciplinaires et vérifier l'efficacité des sanctions, de créer un système adéquat d'enregistrement de ces procédures et sanctions et de centraliser les informations y relatives, du moins lorsqu'elles ont trait à des actes de corruption ou des infractions ou abus voisins.

Tableau concernant les thèmes émergeant du Cycle II des Evaluations du GRECO sur l'administration publique et la corruption*

Pays	Thèmes														
	Stratégies anti-corruption	Prévention/ Evaluation des risques	Transparence	Contrôles y compris du médiateur	Règles statutaires/ Codes éthiques	Recrutement	Evaluation/carrière	Formation/Sensibilisation	Conflits d'intérêt, incompatibilités – activités accessoires	Déclarations de patrimoine et d'intérêt	Rotation	Pantouflage	Cadeaux	Signalement / protection des donneurs d'alerte	Procédures disciplinaires
Albanie	+		+		+			+			0	+	+	+	+
Andorre ¹															
Arménie		+			+			+	+	+		+	+	+	
Azerbaïdjan ¹															
Belgique		+			+			+	+		+	+	+	+	+
Bosnie-herzégovine ¹															
Bulgarie	+			0				+			+	+		+	
Croatie			+	+	+	+	+	+	+		+		+	+	
Chypre ¹															
Rep. Tchèque ¹															
Danemark					+				+			+		+	
Estonie	+	+		+				+		+				+	
Finlande		0		0								+		+	
France				+				+	+						
Georgie ¹															
Allemagne		0	+									+		+	
Grèce			+		+	+	+	+	+		0	+	+		
Hongrie ¹															
Islande	+			0	+			+	+			+	+	+	
Irlande ¹			+					+						+	
Lettonie	+	+	+	+	+	+	+		0					+	
Lituanie	+							+			+		+		
Luxembourg			+	+	+			+	+		+	+	+	+	
Malte		+	+		0			+			0	+		+	
Moldova ¹															
Pays-Bas					+				+						
Norvège											+	+			
Pologne		+						+	+			+			
Portugal ¹															
Roumanie	0		+		+	+	+	+	+	+		+	+	+	
Serbie-Monténégro ¹															
Rep. Slovaque	+	+	+	+	+			+			+				
Slovénie	+	+	+			+	+	+	+	+					0
Espagne		+	+	0	+				0						
Suède					+			+				+		+	
l'ERY de Macédoine	+		+	+	+			+						+	
Turquie ¹															
Ukraine ¹															
Royaume-Uni		+			+			+						+	
Etats-Unis ¹															

* + = thèmes émergeant de recommandations ; 0 = thèmes émergeant d'observations. Le nombre total de + et de 0 ne reflète pas le nombre total de recommandations et observations adressées au pays concerné. Même si certaines recommandations ont été adressées à certains pays seulement, elles peuvent être pertinentes pour d'autres également.

¹ Le rapport d'évaluation de deuxième cycle concernant ce pays n'a pas encore été adopté par le GRECO ou publié.

XIV. Informations sur le GRECO

Les informations sur le GRECO et ses activités, y compris le texte intégral des rapports d'évaluation et de conformité adoptés et de leurs addenda sont disponibles sur le site Internet du GRECO www.greco.coe.int.

APPENDIX I / ANNEXE I

LIST OF REPRESENTATIVES IN GRECO /
LISTE DES REPRESENTANTS AU GRECO

Situation at / au
15/12/2005

ALBANIA / ALBANIE

Mr Ardian DVORANI (Head of delegation)
Judge, Supreme Court
Ministry of Justice

Mr Edmond DUNGA
Director of Anti-Corruption Unit
Council of Ministers

Ms Rezarta ABDIU
Director of Anti-Corruption Unit
Council of Ministers

ANDORRA / ANDORRE

Mme Maribel LAFOZ (Chef de délégation)
Commissaire de Police
Chef de la Division de la Police Criminelle

M. Jordi PONS LLUELLES
Directeur de l'Unité de Prévention de Blanchiment
Unitat de Prevenció de Blanqueig (UPB)

ARMENIA / ARMENIE

Mr Ashot GALOYAN (Head of delegation)
Adviser to the Minister of Foreign Affairs
Ministry of Foreign Affairs

Mr Armen KHOUDAVERDIAN
Secretary of the Public Sector Reform Commission

AZERBAIJAN / AZERBAIDJAN

Mr Inam KARIMOV (Head of delegation)
Chief Adviser
Department of Coordination of Law Enforcement Bodies
Executive Office of the President of the Republic of Azerbaijan

Mr Kamran ALIYEV
Senior Assistant to the Prosecutor General
General Prosecutor's Office

BELGIUM / BELGIQUE

Mme Isabelle VAN HEERS (Chef de délégation)
Vice-Présidente du GRECO – Vice-President of GRECO
Substitut du Procureur du Roi

Mle Claire HUBERTS
Conseiller adjoint
Service des questions pénales, générales et internationales
Direction Générale de la Législation pénale et des Droits de l'Homme
Ministère de la Justice

BOSNIA AND HERZEGOVINA / BOSNIE-HERZEGOVINE

Mr Vjekoslav VUKOVIC (Head of delegation)
Assistant Minister of Security of Bosnia and Herzegovina
Council of Ministers of Bosnia and Herzegovina
Ministry of Security

Mr Sead TEMIM
Prosecutor
Federal Prosecutor's Office of the Federation of Bosnia and Herzegovina

Substitute:

Mr Srdja (Zoran) VRANIC
National Public Administration Reform (PAR) Coordinator
Office of the Chairman
Council of Ministers

BULGARIA / BULGARIE

Mr Georgi RUPCHEV (Head of delegation)
Membre du Bureau – Bureau Member
Head of Department International Legal Cooperation
Ministry of Justice

Mr Petar PETKOV
Public Prosecutor
Supreme Prosecutor's Office

CROATIA / CROATIE

Mr Marin MRČELA (Head of delegation)
Judge at the County Court in Zagreb

Mr Kršimir SIKAVICA
Department for the Fight against Economic Crime and Corruption
Police Directorate
Division for Criminal Investigation
Ministry of the Interior

Substitutes:

Mr Dražen JELENIĆ
Deputy Head of USKOK
Office for Prevention of Corruption and Organised Crime

Mrs Zorka FUMIĆ
Deputy Head of USKOK
Office for Prevention of Corruption and Organised Crime

CYPRUS / CHYPRE

Mrs Eva ROSSIDOU PAPAKYRIACOU (Head of delegation)
Senior Counsel of the Republic
Head of the Unit for Combating Money Laundering

Mrs Georgia CONSTANTINO
Law Office of the Republic of Cyprus
Unit for Combating Money Laundering
Attorney General's Office

Substitute:

Mr Philippos KOMODROMOS
Legal Officer
Law Office of the Republic
Counsel of the Republic

CZECH REPUBLIC / REPUBLIQUE TCHEQUE

Mr Karel BLAHA (Head of Delegation)
Legal Expert
International Department
Ministry of Justice

Ms Milana STREICHSBIEROVA
Security Policy Department
Ministry of the Interior

DENMARK / DANEMARK

Mr Svend LARSEN (Head of delegation)
Public Prosecutor
The Office of the Director of Public Prosecutions

Mr Flemming DENKER
Deputy Director
The Public Prosecutor for Serious Economic Crime

Substitute:

Ms Eva RØNNE NIELSEN
Deputy Public Prosecutor
The Office of the Director of Public Prosecutions

Mr Lars LICHTENSTEIN
Head of Section
The Office of the Director of Public Prosecutions

ESTONIA / ESTONIE

Ms Mari-Liis LIIV (Head of delegation)
Adviser
Corruption Specialist
Department of Crime Policy
Ministry of Justice

FINLAND / FINLANDE

Mr Kaarle J. LEHMUS (Head of delegation)
Inspector General of the Police
Ministry of the Interior
Police Department

Ms Helinä LEHTINEN
Ministerial Advisor
Ministry of Justice
Crime Policy Department

FRANCE

M. Michel GAUTHIER
Président d'Honneur du GRECO / Honorary President of GRECO

Mme Claire MORICE (Chef de délégation)
Chargée de Mission
Direction des Affaires juridiques
Ministère des Affaires étrangères

M. Claude MATHON
Chef du Service Central de Prévention de la Corruption
Service Interministériel placé auprès du Ministère de la Justice

Substitut :

M. Pierre-Christian SOCCOJA
Secrétaire Général du Service Central de Prévention de la Corruption
Service Interministériel placé auprès du Ministère de la Justice

GEORGIA / GEORGIE

Mr Vakhtang LEJAVA (Head of delegation)
Deputy State Minister on Reforms Coordination
State Chancellery

Mr Irakli CHIKOVANI
Director of Anti-Corruption Policy Department
National Security Council

Substitute:

Mr Levan KHETSURIANI
Chief Adviser
Anti-corruption Policy Coordinating Department
National Security Council

GERMANY / ALLEMAGNE

Mr Matthias KORTE (Head of delegation)
Head of Division
Ministry of Justice

Substitute:

Mr Malte MERZ
State Prosecutor
Ministry of Justice

GREECE / GRECE

Ms Maria GAVOUNELI (Head of delegation)
Lecturer in International Law
Advisor to the Minister of Justice
University of Athens

Mr Dimitrios GUIZIS
Prosecutor
Athens Court of 1st Instance

Substitutes:

Mr Panagiotis KAISARIS
Procureur
Cour d'Appel d'Athènes

Mr Gerassimos FOURLANOS
Judge by the Court of Appeal in Athens

HUNGARY / HONGRIE

Mr Ákos KARA (Head of delegation)
Membre du Bureau – Bureau Member
Head of Division
Ministry of Justice

Substitute:

Mr Péter STAUBER
Counsellor
Ministry of Interior
Office of EU Cooperation

ICELAND / ISLANDE

Ms Ragna ARNADOTTIR (Head of delegation)
Director of Legal Affairs
Ministry of Justice

Mr Helgi Magnús Gunnarsson
Director of Public Prosecution

Substitutes:

Mr Jón H. SNORRASON
Prosecutor, National Commissioner of the Police

Mr Stefan EIRIKSSON
Deputy Permanent Secretary, Director of Police and Judicial Affairs
Ministry of Justice

IRELAND / IRLANDE

Ms Nicola MURPHY (Head of delegation)
Administrative Officer
Department of Justice, Equality and Law Reform
Criminal Law Reform Division

Mr Barry O'CONNOR
Principal Officer
Criminal Law Reform Division

LATVIA / LETTONIE

Mrs Violeta ZEPPA-PRIEDĪTE (Head of delegation)
Head of Legal Division
Corruption Prevention and Combating Bureau

Substitute:

Ms Ludmila UZULNIKA
Senior Specialist
Legal Division
Corruption Prevention and Combating Bureau

LITHUANIA / LITUANIE

Ms Aušra BERNOTIENE (Head of delegation)
Director
Department of International Law
Ministry of Justice

Substitute:

Mr Mindaugas SILKAUSKAS
Deputy Director
Department of International Law
Ministry of Justice

LUXEMBOURG

M. Jean BOUR (Chef de délégation)
Procureur d'Etat
Parquet du Tribunal d'Arrondissement de Diekirch
M. Jean-Paul FRISING
Procureur d'Etat adjoint
Parquet du Tribunal d'Arrondissement de Luxembourg

Substituts:

Mme Andrée CLEMANG
Conseiller de Direction 1ère Classe
Ministère de la Justice

Mme Claudine KONSBRUCK
Attaché de Gouvernement 1er en rang
Ministère de la Justice

MALTA / MALTE

Mr Silvio CAMILLERI (Head of delegation)
Attorney General
Attorney General's Office

MOLDOVA

Mme Cornelia VICLEANSCHI (Chef de délégation)
Procureur
Chef de la Section Générale
Bureau du Procureur Général

Mrs Elena ECHIM
Head of Directorate of International Legal Co-operation
Department of International Relations and European Integration
Ministry of Justice

NETHERLANDS / PAYS-BAS

Ms Eline WEEDA (Head of delegation)
Senior policy maker at the Investigation Department
Ministry of Justice

Ms Nadia WALRAVEN
Ministry of Justice
Investigation Department

Substitutes:

Mr Klaas WERKHORST
Head of the Economic Crime Department
Ministry of Justice

Mr Alex BELLING
Coordinating policy adviser
Ministry of the Interior and Kingdom Relations
Directorate-General Management Public Sector

NORWAY / NORVEGE

Mr Atle ROALDSØY (Head of delegation)
Senior Adviser
Police Department
Ministry of Justice

Mr Bjørn VALVIK
Chief of Police / Chief Constable
National Police Directorate

POLAND / POLOGNE

Mr Cezary MICHALCZUK (Head of delegation)
Prosecutor
Department of International Cooperation and European Law
Ministry of Justice

Mme Iwona JANOWSKA-MARCINIAK
Senior Specialist
Ministry of Finance
Bureau of Fiscal Documentation

Substitute:

Mr Marek HALINIAK
Counsellor General
Ministry of Environment

PORTUGAL

Mrs Luisa Maia GONÇALVES (Head of delegation)
Director of Department
International Relations
Ministry of Justice

ROMANIA / ROUMANIE

Ms Laura-Oana STEFAN (Head of delegation)
Director
Department for Relations with the Public Ministry, Crime and Corruption Prevention
Ministry of Justice

Mrs Anca JURMA
Head Prosecutor
International Cooperation Service
National Anticorruption Prosecutor's Office

SERBIA AND MONTENEGRO / SERBIE-MONTENEGRO

Rotating Head of delegation / Chef de délégation par rotation

Mrs Aleksandra POPOVIC (Head of delegation)
Assistant Minister
Ministry of Justice

Ms Ana NIKOLIC
Senior Advisor
Directorate for Anti-Corruption Initiative

Substitutes:

Ms Marija NOVKOVIC
Advisor
Directorate for Anti-Corruption Initiative

Mr Mladen SPASIC
Head of the Department for Combating Organised Crime
Ministry of Interior

SLOVAK REPUBLIC / REPUBLIQUE SLOVAQUE

Dr Jaroslav PAL'OV (Head of delegation)
Director of Bureau of International Police Co-operation
Presidium of Police Forces
Head of National Central Bureau of INTERPOL

Substitute:

Ms Alexandra KAPIŠOVSKÁ
Adviser of the Department of International Affairs
Ministry of Justice

SLOVENIA / SLOVENIE

Mr Drago KOS
President of GRECO / Président du GRECO
Chairman
Commission for the Prevention of Corruption

Mr Roman PRAH (Head of delegation)
Senior Adviser
Commission for the Prevention of Corruption

Substitute:

Ms Mateja KRIVEC
Office for European Affairs and International Cooperation
Ministry for Interior

SPAIN / ESPAGNE

Mrs Esther PIAS (Head of delegation)
Deputy Director General for Justice in the European Union
and other International Bodies
Ministry of Justice

Mrs Rosalía SERRANO
Legal Adviser
Ministry of Justice

Substitutes:

Mrs Clara RANDULFE
Legal Adviser
Ministry of Justice

Mr Atanasio GONZALEZ PASTRANA
Legal Adviser
International Relations Department
Ministry of Interior

SWEDEN / SUEDE

Mr Kazimir ÅBERG (Head of delegation)
Membre du Bureau – Bureau Member
Director of International Affairs
Head of Director – General's Office
Economic Crimes Bureau

Mr Håkan ÖBERG
Director
Division of International Affairs
Economic Crimes Bureau

"THE FORMER YUGOSLAV REPUBLIC OF MACEDONIA" / "L'EX-RÉPUBLIQUE YOUGOSLAVE DE MACÉDOINE"

Mr Nikola TUPANCESKI (Head of delegation)
Professor Ph. D (Criminal Law)
Faculty of Law Justinianus "Primus"

Mme Snezana MOJSOVA
Chef de Division de l'Intégration Européenne et de la Coopération Internationale
Ministère de la Justice

TURKEY / TURQUIE

M. Ergin ERGÜL (Chef de délégation)
Magistrat
Directeur Général Adjoint
Direction Générale du Droit International et des Relations Extérieures
Ministère de la Justice

Mr Adnan KARADENİZ
Chief Superintendent
Deputy Head of Foreign Relations Department
Turkish National Police

Substitutes:

Mrs Esin ÖZBILGIN
Judge
Directorate General of International Law and External Relations
Ministry of Justice

Ms Aysel YILDIRIM
Expert on financial offences
Investigating Financial Offence Committee
Ministry of Finance

UNITED KINGDOM / ROYAUME-UNI

Mr Paul STEPHENSON (Head of delegation)
Membre du Bureau – Bureau Member
Head of Corruption and Fraud Law
Criminal Law Policy Unit
Home Office
Sentencing and Offences Unit

Ms Natasha RAMALINGA-CHETTY
Policy Advisor
Criminal Law Policy Unit
Home Office

Substitutes:

Mr Peter FARR
Anti-Corruption Co-ordinator
Department for International Development (DFID)

Ms Pauline PROSSER
Department of Constitutional Affairs

UNITED STATES OF AMERICA / ETATS-UNIS D'AMERIQUE

Mr Mark RICHARD (Head of delegation)
Membre du Bureau – Bureau Member
Senior Counsellor for Criminal Justice Matters
US Mission to the European Union

Mr John M. BRANDOLINO
Director for Anticorruption and Governance Initiatives
US Department of State (INL)

Substitutes:

Mr Richard M. ROGERS
Deputy Chief of Staff
Senior Counsel to the Assistant Attorney General
Criminal Division
Department of Justice

Ms Jane LEY
Deputy Director
U.S. Office of Government Ethics

**PARLIAMENTARY ASSEMBLY OF THE COUNCIL OF EUROPE / ASSEMBLEE
PARLEMENTAIRE DU CONSEIL DE L'EUROPE**

M. Jaume BARTUMEU CASSANY
Membre du Conseil Général
Casa de la Vall Andorra La Vella
Andorre

REPRESENTATIVE OF THE CDCJ TO GRECO / REPRÉSENTANT DU CDCJ AU GRECO

Mr Petar RASHKOV
Director
International Legal Co-operation and International Legal Assistance
Ministry of Justice
Bulgaria

Substitute:

Ms Sanja ŠTIMAC
Head of the Department for International Legal Cooperation
Ministry of Justice
Croatia

REPRESENTATIVE OF THE CDPC / REPRÉSENTANT DU CDPC

M. Daniel FONTANAUD
Commission européenne
Direction Générale Justice et Affaires Intérieures
Lutte contre la criminalité économique et financière et contre la cybercriminalité
Belgique

SCIENTIFIC EXPERT / EXPERT SCIENTIFIQUE

Prof. Dr Albin ESER
Max Planck-Institute for Foreign and International Penal Law

**PRESIDENT OF THE STATUTORY COMMITTEE OF GRECO / PRÉSIDENT DU COMITÉ
STATUTAIRE DU GRECO**

Mme Anna LAMPEROVA
Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire
Représentation Permanente de la Slovaquie auprès du Conseil de l'Europe

OECD OBSERVER / OBSERVATEUR OCDE

Melle Gwenaëlle LE COUSTUMER
Administrateur
Division de Lutte contre la Corruption
Direction des Affaires Financières, Fiscales et des Entreprises

Ms Wendy PRINCE
Administrative Assistant
Anti-Corruption Division
Directorate for Financial, Fiscal and Enterprise Affairs

Ms Olga SAVRAN
Anti-Corruption Network for Transition Economies
Anti-Corruption Division

APPENDIX II / ANNEXE II

FIRST EVALUATION ROUND / PREMIER CYCLE D'EVALUATION

Composition of Evaluation Teams / Composition des Equipes d'Evaluation Stages of Evaluation Procedure reached in 2005 / Etapes de la Procédure d'Evaluation atteintes en 2005

SLOVENIA / SLOVENIE

Date : 12-14 September / septembre 2000

Evaluation team / Equipe d'évaluation :

- i) Lt. Peter GARAJ, Senior Specialised Officer, Presidium of Police Force, Criminal and Financial Police, Office of Organised Crime, Department of Fight against Corruption (Slovak Republic / République Slovaque)
- ii) Mr Antonio VERCHER NOGUERA, Public Prosecutor, Public Prosecutor's Office, Supreme Court, Fiscalía del Tribunal Supremo (Spain / Espagne)
- iii) Mr Jacek GARSTKA, Judge, Department of International Co-operation and European Law, Ministry of Justice (Poland / Pologne)

Report Eval I adopted / Rapport Eval I adopté : GRECO 4 (15/12/00)

Report made public on / Rapport rendu public le : 15/03/01

Intervenors / Intervenants : Romania/Roumanie, United Kingdom/Royaume-Uni

Deadline RS-I / Délai RS-I : 31/12/01

Rapporteurs : Romania/Roumanie, United Kingdom/Royaume-Uni

Adoption of RC-I / Adoption du RC-I: GRECO 13 (28/03/03)

RC-I made public on / RC-I rendu public le : 25/04/03

Deadline additional info / Délai info complémentaires : 30/09/04

Adoption of RC-I Add / Adoption du RC-I Add : GRECO 26 (09/12/05)

Deadline additional info / Délai info complémentaires : 01/03/06

SLOVAK REPUBLIC / REPUBLIQUE SLOVAQUE

Date : 26-28 September / septembre 2000

Evaluation team / Equipe d'évaluation :

- i) Ms Orsolya MERÉNYI, Captain of the Police, National Police Headquarters (Hungary / Hongrie)
- ii) Ms Krista KULL, Public Prosecutor, State Public Prosecutor's Office (Estonia / Estonie)
- iii) Mr Trggvi AXELSSON, Head of Division, Ministry of Industry and Commerce (Iceland / Islande)

Report Eval I adopted / Rapport Eval I adopté : GRECO 4 (15/12/00)

Report made public on / Rapport rendu public le : 19/01/01

Intervenors / Intervenants : Germany/Allemagne, Poland/Pologne

Deadline RS-I / Délai RS-I : 31/12/01

Rapporteurs : Germany/Allemagne, Poland/Pologne

Adoption of RC-I / Adoption du RC-I: GRECO 13 (28/03/03)

RC-I Report made public on / Rapport RC-I rendu public le : 28/03/03

Deadline additional info / Délai info complémentaires : 30/09/04

Adoption of RC-I Add / Adoption du RC-I Add : GRECO 25 (14/10/05)

RC-I Add made public on / RC-I Add rendu public le : 08/11/05

FINLAND / FINLANDE

Date : 3-5 October / octobre 2000

Evaluation team / Equipe d'évaluation :

- i) Mr Árpád EÖRDÖGH, Lieutenant-Colonel of the Police, Ministry of Interior (Hungary / Hongrie)
- ii) Mr Wolfgang SCHMID, Oberstaatsanwalt (Senior Public Prosecutor), Staatsanwaltschaft Stuttgart (Germany / Allemagne)
- iii) Mr Kazimir ÅBERG, Director of International Affairs, Economic Crime Bureau (Sweden / Suède)

Report Eval I adopted / Rapport Eval I adopté : GRECO 5 (15/06/01)

Report made public on / Rapport rendu public le : 15/06/01

Intervenors / Intervenants : Greece/Grèce, Latvia/Lettonie

Deadline RS-I / Délai RS-I : 31/03/03

Rapporteurs : Greece/Grèce, Latvia/Lettonie

Adoption of RC-I / Adoption du RC-I: GRECO 14 (11/07/03)

RC-I made public on / RC-I rendu public le : 15/07/03

Deadline additional info / Délai info complémentaires : 31/12/04

Adoption of RC-I Add / Adoption du RC-I Add : GRECO 23 (20/05/05)

RC-I Add made public on / RC-I Add rendu public le : 20/05/05

BELGIUM / BELGIQUE

Date : 10-12 October / octobre 2000

Evaluation team / Equipe d'évaluation :

- i) M. Jeff NEUENS, Commissaire Divisionnaire Adjoint, Service de la Police Judiciaire (Luxembourg)
- ii) M. Juan José LOPEZ ORTEGA, Magistrat, Chambre pénale, Audiencia Nacional (Spain / Espagne)
- iii) Mme Nicoleta ILIESCU, Conseillère juridique principale, Direction Etudes et Elaboration, Ministère de la Justice (Romania / Roumanie)

Report Eval I adopted / Rapport Eval I adopté : GRECO 4 (15/12/00)

Report made public on / Rapport rendu public le : 03/01/01

Intervenors / Intervenants : France, Bulgaria/Bulgarie

Deadline RS-I / Délai RS-I : 31/03/03

Rapporteurs : France, Bulgaria/Bulgarie

Adoption of RC-I / Adoption du RC-I: GRECO 14 (11/07/03)

RC-I made public on / RC-I rendu public le : 05/09/03

GEORGIA / GÉORGIE

Date : 16-20 October / octobre 2000

Evaluation team / Equipe d'évaluation :

- i) Mr Ray SMITH, Assistant Chief Investigating Officer, HM Customs & Excise (United Kingdom / Royaume-Uni)
- ii) Mr Jerzy SZYMANSKI, Prosecutor of the Appellate Prosecutors Office delegated to the State Prosecutor's Office, Bureau for Fighting Organised Crime (Poland / Pologne)
- iii) Mr Georgi RUPCHEV, Senior Expert, Directorate of International Legal Co-operation, Ministry of Justice and European Legal Integration (Bulgaria / Bulgarie)

Report Eval I adopted / Rapport Eval I adopté : GRECO 5 (15/06/01)

Report made public on / Rapport rendu public le : 28/06/01

Intervenors / Intervenants : Iceland/Islande, Bosnia and Herzegovina/Bosnie-Herzégovine

Deadline RS-I / Délai RS-I : 31/03/03

Rapporteurs : Iceland/Islande, Norway/Norvège

Adoption of RC-I / Adoption du RC-I: GRECO 16 (12/12/03)

RC-I made public on / RC-I rendu public le : 27/04/04

Deadline additional info / Délai info complémentaires : from/à partir du 30/4/04 to/à 10/09/05

Adoption Overall Assessment/Evaluation globale : 13/10/05

Deadline additional info / Délai info complémentaires : 31/01/06

SPAIN / ESPAGNE

Date : 6-8 November / novembre 2000

Evaluation team / Equipe d'évaluation :

- i) Mr Jakub FARINADE, Head of Unit of Supervision on Investigations, General Customs Inspectorate (Poland / Pologne)
- ii) Mr Norbert JANSEN, Obserstaatsanwalt (Senior Public Prosecutor), Staatsanwaltschaft Kleve (Germany / Allemagne)
- iii) Ms Ruth FITZGERALD, Office of the Attorney General (Ireland / Irlande)

Report Eval I adopted / Rapport Eval I adopté : GRECO 5 (15/06/01)

Report made public on / Rapport rendu public le : 19/06/01

Intervenors / Intervenants : Croatia/Croatie, United States/Etats-Unis

Deadline RS-I / Délai RS-I : 31/03/03

Rapporteurs : Croatia/Croatie, United States/Etats-Unis

Adoption of RC-I / Adoption du RC-I: GRECO 15 (17/10/03)

RC-I made public on / RC-I rendu public le : 17/10/03

Deadline additional info / Délai info complémentaires : 31/03/05

Adoption of RC-I Add / Adoption du RC-I Add : GRECO 24 (01/07/05)

RC-I Add made public on / RC-I Add rendu public le : 05/07/05

LUXEMBOURG

Date : 7-9 November / novembre 2000

Evaluation team / Equipe d'évaluation :

- i) Mr Juha KERÄNEN, Detective Chief Superintendent, National Bureau of Investigation (NBI), (Finland / Finlande)
- ii) M. Victor PONTA, Procureur au Parquet Général auprès de la Cour Suprême de Justice, Ministère de la Justice (Romania / Roumanie)
- iii) M. Jean-Pierre BUEB, Conseiller au Service Central de Prévention de la Corruption, Service Interministériel placé auprès du Ministère de la Justice (France)

Report Eval I adopted / Rapport Eval I adopté : GRECO 5 (15/06/01)

Report made public on / Rapport rendu public le : 22/06/01

Intervenors / Intervenants : Lithuania/Lituanie, Denmark/Danemark

Deadline RS-I / Délai RS-I : 31/03/03

Rapporteurs : Lithuania/Lituanie, Denmark/Danemark

Adoption of RC-I / Adoption du RC-I: GRECO 14 (11/07/03)

RC-I made public on / RC-I rendu public le : 05/08/03

Deadline additional info / Délai info complémentaires : 31/12/04

Adoption of RC-I Add / Adoption du RC-I Add : GRECO 24 (01/07/05)

RC-I Add made public on / RC-I Add rendu public le : 05/07/05

SWEDEN / SUEDE

Date : 21-23 November / novembre 2000

Evaluation team / Equipe d'évaluation :

- i) Mr Meelis RATASSEPP, Deputy Director of Department, Security Police Board (Estonia / Estonie)
- ii) Mrs Elena ZACHARIADOU, Counsel of the Republic (Cyprus / Chypre)
- iii) Mrs Carolyn HUBBARD, Assistant Director, Business Tax Division, Inland Revenue (United Kingdom / Royaume-Uni)

Report Eval I adopted / Rapport Eval I adopté : GRECO 5 (15/06/01)

Report made public on / Rapport rendu public le : 15/06/01

Intervenors / Intervenants : Slovak Republic/République Slovaque, Belgium/Belgique

Deadline RS-I / Délai RS-I : 31/03/03

Rapporteurs : Belgium/Belgique, Slovak Republic/République Slovaque

Adoption of RC-I / Adoption du RC-I: GRECO 17 (25/03/04)

RC-I made public on / RC-I rendu public le : 29/04/04

Deadline additional info / Délai info complémentaires : 31/10/05

CYPRUS / CHYPRE

Date : 19-21 December / décembre 2000

Evaluation team / Equipe d'évaluation :

- i) Mr Roger GASPARD, Deputy Director General, Director of Intelligence, National Criminal Intelligence Service (NCIS) (United Kingdom / Royaume-Uni)
- ii) Mr Panagiotis NIKOLOUDIS, Vice-Attorney, Court of Appeal, Athens (Greece / Grèce)
- iii) Mr Kloudijo STROLIGO, Director of the Office for Money Laundering Prevention, Ministry of Finance (Slovenia / Slovénie)

Report Eval I adopted / Rapport Eval I adopté : GRECO 7 (20/12/01)

Report made public on / Rapport rendu public le : 11/02/02

Intervenors / Intervenants : Pologne/Poland, Malte/Malta

Deadline RS-I / Délai RS-I : 30/06/03

Rapporteurs : Pologne/Poland, Malte/Malta

Adoption of RC-I / Adoption du RC-I: GRECO 16 (12/12/03)

RC-I made public on / RC-I rendu public le : 14/01/04

Deadline additional info / Délai info complémentaires : 30/06/05

Adoption of RC-I Add / Adoption du RC-I Add : GRECO 26 (09/12/05)

RC-I Add made public on / RC-I Add rendu public le : 16/12/05

FRANCE

Date : 30 January / janvier – 2 February / février 2001

Evaluation team / Equipe d'évaluation :

- i) Mr. J. M. LEQUESNE, Directeur, Office Central pour la Répression de la corruption (Belgium / Belgique)
- ii) Ms Nastja FRANKO, Circuit State Prosecutor, Circuit State Prosecutor's Office (Slovenia / Slovénie)
- iii) Prof. Dr. Hans-Jörg ALBRECHT, Director, Max Planck-Institute for Foreign and International Penal Law, Freiburg (Germany / Allemagne)

Report Eval I adopted / Rapport Eval I adopté : GRECO 6 (14/09/01)

Report made public on / Rapport rendu public le : 02/10/01

Intervenors / Intervenants : Luxembourg, Norway/Norvège

Deadline RS-I / Délai RS-I : 31/03/03

Rapporteurs : Belgium/Belgique, Luxembourg

Adoption of RC-I / Adoption du RC-I: GRECO 15 (17/10/03)

RC-I made public on / RC-I rendu public le : 11/02/04

Deadline additional info / Délai info complémentaires : 31/03/05

UNITED KINGDOM / ROYAUME-UNI

Date : 26-30 March / mars 2001

Evaluation team / Equipe d'évaluation :

- i) Mr Michael DE FEO, Associate Director concerned with Professional Responsibility, Federal Bureau of Investigation (United States of America / Etats Unis d'Amérique)
- ii) Mr Endre BÓCZ, Chief Public Prosecutor of the Capital, Chief Public Prosecutor's Office of the Capital (Hungary / Hongrie)
- iii) Mr John BUCKLEY, Director of Audit, Controller and Auditor General (Ireland / Irlande)

Report Eval I adopted / Rapport Eval I adopté : GRECO 6 (14/09/01)

Report made public on / Rapport rendu public le : 09/10/01

Intervenors / Intervenants : Germany/Allemagne, Latvia/Lettonie

Deadline RS-I / Délai RS-I : 31/03/03

Rapporteurs : Germany/Allemagne, Latvia/Lettonie

Adoption of RC-I / Adoption du RC-I: GRECO 14 (11/07/03)

RC-I made public on / RC-I rendu public le : 22/08/03

Deadline additional info / Délai info complémentaires : 31/12/04

Adoption of RC-I Add / Adoption du RC-I Add : GRECO 24 (01/07/05)

RC-I Add made public on / RC-I Add rendu public le : 05/07/05

ESTONIA / ESTONIE

Date : 17-20 April / avril 2001

Evaluation team / Equipe d'évaluation :

- i) Mr William KEEFER, Assistant Commissioner for Internal Affairs, Customs Service (United States of America / Etats Unis d'Amérique)
- ii) Mr Pekka KOPONEN, State Prosecutor, The Office of the Prosecutor General (Finland / Finlande)
- iii) Mr Adam WRZOSEK, Chief Inspector, Ministry of Finance, Bureau of Fiscal Documentation, Financial Intelligence Service (Poland / Pologne)

Report Eval I adopted / Rapport Eval I adopté : GRECO 6 (14/09/01)

Report made public on / Rapport rendu public le : 14/09/01

Intervenors / Intervenants : Bulgaria/Bulgarie, Sweden/Suède

Deadline RS-I / Délai RS-I : 31/03/03

Rapporteurs : Bulgaria/Bulgarie, Sweden/Suède

Adoption of RC-I / Adoption du RC-I: GRECO 14 (11/07/03)

RC-I made public on / RC-I rendu public le : 15/07/03

Deadline additional info / Délai info complémentaires : 31/12/04

Adoption of RC-I Add / Adoption du RC-I Add : Greco 25 (14/10/05)

RC-I Add made public on / RC-I Add rendu public le : 21/10/05

IRELAND / IRLANDE

Date : 1-4 May / mai 2001

Evaluation team / Equipe d'évaluation :

- i) Mr Commander Andy HAYMAN, Director of Drugs and Director of Professional Standards (Operations and Investigations), Metropolitan Police (United Kingdom / Royaume-Uni)
- ii) Mrs Eva ROSSIDOU PAPAKYRIACOU, Counsel of the Republic (Cyprus / Chypre)
- iii) Mr Giorgi BARAMIDZE, Member of Parliament and of the Committee for the Defence Security (Georgia / Géorgie)

Report Eval I adopted / Rapport Eval I adopté : GRECO 7 (20/12/01)

Report made public on / Rapport rendu public le : 20/12/01

Intervenors / Intervenants : Espagne/Spain, Hongrie/Hungary

Deadline RS-I / Délai RS-I : 30/06/03

Rapporteurs : Hongrie/Hungary, Espagne/Spain

Adoption of RC-I / Adoption du RC-I: GRECO 16 (12/12/03)

RC-I made public on / RC-I rendu public le : 03/03/04

Deadline additional info / Délai info complémentaires : 30/06/05

Adoption of RC-I Add / Adoption du RC-I Add : GRECO 25 (14/10/05)

RC-I Add made public on / RC-I Add rendu public le : 10/11/05

ICELAND / ISLANDE

Date : 2-4 May / mai 2001

Evaluation team / Equipe d'évaluation :

- i) Mr Patrick BREHONY, National Bureau of Criminal Investigations (Ireland / Irlande)
- ii) Mr Vicente J. GÓNZÁLEZ MOTA, Public Prosecutor, Anticorruption Public Prosecutor Office, Fiscalía Especial para la Represión de los Delitos Económicos relacionados con la corrupción (Spain / Espagne)
- iii) Mr Algimantas ČEPAS, Legal Adviser, Parliament of the Republic of Lithuania, Committee on Law and Order (Lithuania / Lituanie)

Report Eval I adopted / Rapport Eval I adopté : GRECO 6 (14/09/01)

Report made public on / Rapport rendu public le : 14/09/01

Intervenors / Intervenants : Denmark/Danemark, Slovenia/Slovénie

Deadline RS-I / Délai RS-I : 31/03/03

Rapporteurs : Denmark/Danemark, Slovenia/Slovénie

Adoption of RC-I / Adoption du RC-I: GRECO 15 (17/10/03)

RC-I made public on / RC-I rendu public le : 17/10/03

Deadline additional info / Délai info complémentaires : 31/03/05

Adoption of RC-I Add / Adoption du RC-I Add : GRECO 26 (09/12/05)

RC-I Add made public on / RC-I Add rendu public le : 09/12/05

POLAND / POLOGNE

Date : 29 May / mai – 1 June / juin 2001

Evaluation team / Equipe d'évaluation :

- i) M. Didier DUVAL, Chef de Division, Sous-Direction des Affaires Economiques et Financières, Direction Centrale de la Police Judiciaire, Ministère de l'Intérieur (France)
- ii) Mr Gunars BUNDZIS, Head Prosecutor of International Cooperation Division, Prosecutor General's Office (Latvia / Lettonie)
- iii) Mr Kazimir ÅBERG, Director of International Affairs, Economic Crime Bureau (Sweden / Suède)

Report Eval I adopted / Rapport Eval I adopté : GRECO 8 (08/03/02)

Report made public on / Rapport rendu public le : 12/04/02

Intervenors / Intervenants : Croatia/Croatie, Finland/Finlande

Deadline RS-I / Délai RS-I : 31/12/03

Rapporteurs : Croatia/Croatie, Finland/Finlande

Adoption of RC-I / Adoption du RC-I: GRECO 19 (02/07/04)

RC-I made public on / RC-I rendu public le : 13/09/04

Deadline additional info / Délai info complémentaires : 31/12/05

HUNGARY / HONGRIE

Date : 8-12 October / octobre 2001

Evaluation team / Equipe d'évaluation :

- i) Mr Claus-Peter HOLZ, Bundeskriminaldirektor, Bundeskriminalamt (Germany / Allemagne)
- ii) Mr Salvador VIADA BARDAJÍ, Public Prosecutor, Anticorruption Public Prosecutor Office, Fiscalía Especial para la Represión de los Delitos Económicos relacionados con la corrupción (Spain / Espagne)
- iii) Mrs Ramune SEDVYDYTE, Senior Official, International Department, Special Investigation Service of Lithuania (Lithuania / Lituanie)

Report Eval I adopted / Rapport Eval I adopté : GRECO 13 (28/03/03)

Report made public on / Rapport rendu public le : 23/05/03

Intervenors / Intervenants : République Slovaque/Slovak Republic, France

Deadline RS-I / Délai RS-I : 30/09/04

Rapporteurs : République Slovaque/Slovak Republic, France

Adoption of RC-I / Adoption du RC-I: GRECO 22 (18/03/05)

RC-I made public on / RC-I rendu public le : 18/03/05

Deadline additional info / Délai info complémentaires : 30/09/06

GERMANY / ALLEMAGNE

Date: 17-21 September / septembre 2001

Evaluation team / Equipe d'évaluation :

- i) Lt. Peter GARAJ, Senior Specialised Officer, Presidium of Police Force, Criminal and Financial Police, Office of Organised Crime, Department of Fight against Corruption (Slovak Republic / République Slovaque)
- ii) Mr Matti Juhani TOLVANEN, Chief Public Prosecutor, Public Prosecutor's, Office of Joensuu Administrative District (Finland / Finlande)
- iii) Mr Paul STEPHENSON, Head of Corruption and Criminal Policy Section, Home Office, Sentencing and Offences Unit (UK / Royaume-Uni)

Report Eval I adopted / Rapport Eval I adopté : GRECO 8 (08/03/02)

Report made public on / Rapport rendu public le : 29/04/02

Intervenors / Intervenants : Belgium/Belgique, USA/Etats-Unis d'Amérique

Deadline RS-I / Délai RS-I : 31/12/03

Rapporteurs : Belgium/Belgique, USA/Etats-Unis d'Amérique

Adoption of RC-I / Adoption du RC-I: GRECO 18 (14/05/04)

RC-I made public on / RC-I rendu public le : 09/06/04

Deadline additional info / Délai info complémentaires : 30/11/05

BULGARIA / BULGARIE

Date: 17-21 September / septembre 2001

Evaluation team / Equipe d'évaluation :

- i) Mr Sandor DUSIK, Expert, Ministry of Interior (Hungary / Hongrie)
- ii) Mme Jeannine DENNEWALD, Attachée de Justice, Ministère de la Justice (Luxembourg)
- iii) Mr Norbert JANSEN, Senior Prosecutor, Staatsanwaltschaft Kleve (Germany / Allemagne)

Report Eval I adopted / Rapport Eval I adopté : GRECO 9 (17/05/02)

Report made public on / Rapport rendu public le : 05/07/02

Intervenors / Intervenants : Greece/Grèce, Romania/Roumanie

Deadline RS-I / Délai RS-I : 31/12/03

Rapporteurs : Greece/Grèce, Romania/Roumanie

Adoption of RC-I / Adoption du RC-I: GRECO 18 (14/05/04)

RC-I made public on / RC-I rendu public le : 24/05/04

Deadline additional info / Délai info complémentaires : 30/11/05

LITHUANIA / LITUANIE

Date: 2-5 October / octobre 2001

Evaluation team / Equipe d'évaluation :

- i) Mr Gunars KUTRIS, Deputy State Secretary, Legislative Affairs, Ministry of Justice (Latvia / Lettonie)
- ii) Mr Juraj SMOLEK, Major Teacher, Uniform Police Service, Secondary Police School (Slovak Republic / République Slovaque)
- iii) Mr Håkan ÖBERG, Legal Adviser, Ministry of Justice (Sweden / Suède)

Report Eval I adopted / Rapport Eval I adopté : GRECO 8 (08/03/02)

Report made public on / Rapport rendu public le : 17/04/02

Intervenors / Intervenants : Estonia/Estonie, Ireland/Irlande

Deadline RS-I / Délai RS-I : 31/12/03

Rapporteurs : Estonia/Estonie, Ireland/Irlande

Adoption of RC-I / Adoption du RC-I: GRECO 19 (02/07/04)

RC-I made public on / RC-I rendu public le : 21/07/04

Deadline additional info / Délai info complémentaires : 31/12/05

ROMANIA / ROUMANIE

Date: 2-5 October / octobre 2001

Evaluation team / Equipe d'évaluation (French and English / français et anglais):

- i) M. Didier DUVAL, Chef de Division, Sous-Direction des Affaires Economiques et Financières, Direction Centrale de la PJ, Ministère de l'Intérieur (France)
- ii) Mr Carlos RAMOS RUBIO, Procureur, Bureau du Procureur Anticorruption (Spain / Espagne)

- iii) Mr Georgi RUPCHEV, State Expert, Directorate of Legislation, Ministry of Justice and European Legal Integration (Bulgaria / Bulgarie)

Report Eval I adopted / Rapport Eval I adopté : GRECO 8 (08/03/02)

Report made public on / Rapport rendu public le : 28/03/02

Intervenors / Intervenants : UK/Royaume-Uni, "the former Yugoslav Republic of Macedonia"/"l'ex-République yougoslave de Macédoine"

Deadline RS-I / Délai RS-I : 31/12/03

Rapporteurs : UK/Royaume-Uni, "the former Yugoslav Republic of Macedonia"/"l'ex-République yougoslave de Macédoine"

Adoption of RC-I / Adoption du RC-I: GRECO 19 (02/07/04)

RC-I made public on / RC-I rendu public le : 09/07/04

Deadline additional info / Délai info complémentaires : 31/12/05

GREECE / GRÈCE

Date: 12-16 November / novembre 2001

Evaluation team / Equipe d'évaluation :

- i) M. Jean-Marie LEQUESNE, Commissaire Divisionnaire, Police Fédérale (Belgium / Belgique)
- ii) M. Jean-Pierre ZANOTO, Chancellerie, Inspection générale des Services Judiciaires (France)
- iii) Mme Gordana CENIC-JOTANOVIC, Adjointe au Ministre des Finances de la Republika Srpska, (Bosnia and Herzegovina / Bosnie-Herzégovine)

Report Eval I adopted / Rapport Eval I adopté : GRECO 9 (17/05/02)

Report made public on / Rapport rendu public le : 16/10/02

Intervenors / Intervenants : Portugal, Slovénie/Slovenia

Deadline RS-I / Délai RS-I : 31/12/03

Rapporteurs : Portugal, Slovénie/Slovenia

Adoption of RC-I / Adoption du RC-I: GRECO 21 (02/12/04)

RC-I made public on / RC-I rendu public le : 23/03/05

Deadline additional info / Délai info complémentaires : 31/05/06

"THE FORMER YUGOSLAV REPUBLIC OF MACEDONIA" / « L'EX-RÉPUBLIQUE YOUGOSLAVE DE MACÉDOINE »

Date: 18-21 March / mars 2002

Evaluation team / Equipe d'évaluation:

- i) Mr Jorn GRAVESEN, Detective Chief Superintendent, the Public Prosecutor for Serious Economic Crime (Denmark / Danemark)
- ii) Mr Vladimir TURAN, Prosecutor, Unit of Fight against Corruption Crime, General Prosecutor's Office (Slovak Republic / République Slovaque)
- iii) M. Jean-Pierre BUEB, Conseiller au Service Central de Prévention de la Corruption, Service Interministériel placé auprès du Ministère de la Justice (France)

Report Eval I adopted / Rapport Eval I adopté : GRECO 12 (13/12/02)

Report made public on / Rapport rendu public le : 28/01/03

Intervenors / Intervenants : Moldova, Ireland/Irlande

Deadline RS-I / Délai RS-I : 30/06/04

Rapporteurs : Moldova, Ireland/Irlande

Adoption of RC-I / Adoption du RC-I: GRECO 21 (02/12/04)

RC-I made public on / RC-I rendu public le : 13/01/05

Deadline additional info / Délai info complémentaires : 31/05/06

UNITED STATES OF AMERICA / ETATS-UNIS D'AMERIQUE

Date: 31 May / mai - 7 June / juin 2002

Evaluation team 1 / Equipe d'évaluation 1:

- i) Mr John BARLOW, Detective Chief Superintendent, National Crime Squad, Professional Standards Unit, Operation Support Unit (UK / Royaume-Uni)
- ii) Mr Jacek GARSTKA, Judge, Department of International Co-operation and European Law, Ministry of Justice (Poland / Pologne)
- iii) Mme Marie-Odile BAUR, Procureur de la République adjoint près le Tribunal de Grande Instance de Troyes (France)

Evaluation team 2 / Equipe d'évaluation 2:

- i) Mr Drago KOS, State Undersecretary, Office of the Government of the Republic of Slovenia for the Prevention of Corruption (Slovenia / Slovénie)
- ii) Mr Antti PIHLAJAMÄKI, Chief Public Prosecutor, Public Prosecutor's Office of Turku Administrative District (Finland / Finlande)
- iii) Mr Eberhard SIEGISMUND, Deputy Director General of the Judicial System Division, Bundesministerium der Justiz (Germany / Allemagne)

Report Eval I adopted / Rapport Eval I adopté : GRECO 17 (25/03/04)

Report made public on / Rapport rendu public le : 26/04/04

Intervenors / Intervenants : Portugal and "The former Yugoslav Republic of Macedonia"/ "L'ex-République yougoslave de Macédoine"

Deadline RS-I / Délai RS-I : 31/10/05

Rapporteurs : Malta/Malte, Sweden/Suède

BOSNIA AND HERZEGOVINA / BOSNIE-HERZÉGOVINE

Date: 1-5 July / juillet 2002

Evaluation team / Equipe d'évaluation :

- i) M. Guy MILBERT, Premier Commissaire Principal, Directeur de la Circonscription Régionale de Diekirch de la Police Grand-Ducale (Luxembourg)
- ii) Mr Robert FREMR, Presiding Judge, High Court in Prague (Czech Republic / République Tchèque)
- iii) Mr Steven E. BUNNELL, Counsel to the Assistant Attorney General, Criminal Division, U.S. Department of Justice (USA / Etats-Unis d'Amérique)

Report Eval I adopted / Rapport Eval I adopté : GRECO 14 (11/07/03)

Report made public on / Rapport rendu public le : 11/08/03

Intervenors / Intervenants : Georgia/Géorgie, Norway/Norvège

Deadline RS-I / Délai RS-I : 31/12/04

Rapporteurs : Georgia/Géorgie, Norway/Norvège

Adoption of RC-I / Adoption du RC-I: GRECO 23 (20/05/05)

RC-I made public on / RC-I rendu public le : 11/10/05

Deadline additional info / Délai info complémentaires : 30/11/06

MALTA / MALTE

Date: 18-21 March / mars 2002

Evaluation team / Equipe d'évaluation :

- i) Mr William A. KEEFER, Office of Internal Affairs, United States Customs Service (USA / Etats-Unis d'Amérique)
- ii) Mme Isabelle VAN HEERS, Magistrat exerçant la surveillance sur la police fédérale, c/o Cour militaire (Belgium / Belgique)
- iii) Mr Kazimir ÅBERG, Director of International Affairs, Economic Crimes Bureau (Sweden / Suède)

Report Eval I adopted / Rapport Eval I adopté : GRECO 12 (13/12/02)

Report made public on / Rapport rendu public le : 24/01/03

Intervenors / Intervenants : Luxembourg, Chypre/Cyprus

Deadline RS-I / Délai RS-I : 30/06/04

Rapporteurs : Chypre/Cyprus, Luxembourg

Adoption of RC-I / Adoption du RC-I: GRECO 23 (20/05/05)

RC-I made public on / RC-I rendu public le : 20/05/05

Deadline additional info / Délai info complémentaires : 30/11/06

ALBANIA / ALBANIE

Date: 8-12 April / avril 2002

Evaluation team / Equipe d'évaluation :

- i) Mr Sandor DUSIK, Principal Counselor, Ministry of Interior (Hungary / Hongrie)
- i) Mr Joseph E. GANGLOFF, Principal Deputy Chief, Public Integrity Section, Department of Justice, Criminal Division (USA / Etats-Unis d'Amérique)
- ii) Mr Håkan ÖBERG, Director, Division of International Affairs, Economic Crimes Bureau (Sweden / Suède)

Report Eval I adopted / Rapport Eval I adopté : GRECO 12 (13/12/02)

Report made public on / Rapport rendu public le : 03/03/03

Intervenors / Intervenants : Czech Republic/République Tchèque, Netherlands/Pays-Bas

Deadline RS-I / Délai RS-I : 30/06/04

Rapporteurs : Czech Republic/République Tchèque, Netherlands/Pays-Bas

Adoption of RC-I / Adoption du RC-I: GRECO 21 (02/12/04)

RC-I made public on / RC-I rendu public le : 28/01/05

Deadline additional info / Délai info complémentaires : 31/05/06

NETHERLANDS / PAYS-BAS

Date: 26-29 August / août 2002

Evaluation team / Equipe d'évaluation :

- i) Mr Atle ROALDSØY, Senior Adviser, Police Department, Ministry of Justice (Norway/ Norvège)
- ii) Mr Wolfgang SCHMID, Oberstaatsanwalt (Senior Public Prosecutor), Staatsanwaltschaft Stuttgart (Germany / Allemagne)
- iii) Ms Mimoza KIKOVSKA, Head of Department for European Integration, Ministry of Justice ("the Former Yugoslav Republic of Macedonia" / « l'ex-République yougoslave de Macédoine »)

Report Eval I adopted / Rapport Eval I adopté : GRECO 13 (28/03/03)

Report made public on / Rapport rendu public le : 07/05/03

Intervenors / Intervenants : Estonia/Estonie, Iceland/Islande

Deadline RS-I / Délai RS-I : 30/09/04

Rapporteurs : Estonia/Estonie, Iceland/Islande

Adoption of RC-I / Adoption du RC-I: GRECO 22 (18/03/05)

RC-I made public on / RC-I rendu public le : 06/04/05

Deadline additional info / Délai info complémentaires : 30/09/06

MOLDOVA

Date: 1-4 October / octobre 2002

Evaluation team / Equipe d'évaluation :

- i) M. Carlos José PIRES PASCOAL, Inspecteur-Chef, Police Judiciaire (Portugal)
- ii) M. Octavian LUPESCU, Procureur, Section Anti-corruption et Investigation, Parquet Général auprès de la Cour Suprême de Justice (Romania / Roumanie)
- iii) Mme Claire HUBERTS, Conseiller adjoint, Service des questions pénales, générales et internationales, Direction Générale de la Législation pénale et des Droits de l'Homme, Ministère de la Justice (Belgium / Belgique)

Report Eval I adopted / Rapport Eval I adopté : GRECO 15 (17/10/03)

Report made public on / Rapport rendu public le : 20/11/2003

Intervenors / Intervenants : Albania/Albanie, Spain/Espagne

Deadline RS-I / Délai RS-I : 30/06/05

Rapporteurs : Albania/Albanie, Spain/Espagne

Adoption of RC-I / Adoption du RC-I: GRECO 26 (09/12/05)

CZECH REPUBLIC / REPUBLIQUE TCHEQUE

Date: 1-4 October / octobre 2002

Evaluation team / Equipe d'évaluation

- i) Mr Bernard J. OOSTEROP, Former Police Officer, Senior Adviser of the Secretary General, Ministry of Justice (Netherlands / Pays-Bas)
- ii) Dr Alastair BROWN, Crown Office, Procurator Fiscal Service (UK / Royaume-Uni)
- iii) Mr Zaal MARGVELASHVILI, Deputy Director of the International Law Department, Ministry of Foreign Affairs (Georgia / Géorgie)

Report Eval I adopted / Rapport Eval I adopté : GRECO 13 (28/03/03)

Report made public on / Rapport rendu public le : 22/04/03

Intervenors / Intervenants : Hungary/Hongrie, Belgium/Belgique

Deadline RS-I / Délai RS-I : 30/09/04

Rapporteurs : Hungary/Hongrie, Belgium/Belgique

Adoption of RC-I / Adoption du RC-I: GRECO 22 (18/03/05)

RC-I made public on / RC-I rendu public le : 08/04/05

Deadline additional info / Délai info complémentaires : 30/09/06

PORTUGAL

Date: 11-14 November / novembre 2002

Evaluation team / Equipe d'évaluation :

- i) Mme Rachel Ferrari, Commissaire principale, Pôle formation au titre de chef du département des formateurs, IHESI (Institut des Hautes Etudes de la Sécurité Intérieure) (France)
- ii) Ms Nastja FRANKO, Circuit State Prosecutor, Circuit State Prosecutor's Office (Slovenia / Slovénie)
- iii) Mr Carlos RAMOS RUBIO, Public Prosecutor, Anticorruption Public Prosecutor Office (Spain / Espagne)

Report Eval I adopted / Rapport Eval I adopté : GRECO 14 (11/07/03)

Report made public on / Rapport rendu public le : 25/07/03

Intervenors / Intervenants : Denmark/Danemark, Bosnia and Herzegovina/Bosnie-Herzégovine

Deadline RS-I / Délai RS-I : 31/12/04

Rapporteurs : Denmark/Danemark, Bosnia and Herzegovina/Bosnie-Herzégovine

Adoption of RC-I / Adoption du RC-I: GRECO 24 (01/07/05)

RC-I made public on / RC-I rendu public le : 29/07/05

Deadline additional info / Délai info complémentaires : 31/12/06

Composition of the Evaluation teams / Composition des Equipes d'Evaluation:

- i) Representative of law enforcement authorities / Représentant des autorités répressives
- ii) Representative of judicial authorities (prosecutor or judge) / Représentant des autorités judiciaires (procureur ou juge)
- iii) Policy maker, prevention specialist, University teacher or researcher / Haut fonctionnaire impliqué dans la mise en place des politiques, spécialiste en matière de prévention de la corruption, enseignant ou chercheur universitaire

APPENDIX III / ANNEXE III

SECOND EVALUATION ROUND / DEUXIEME CYCLE D'EVALUATION

**Composition of Evaluation Teams / Composition des Equipes d'Evaluation
Stages of Evaluation Procedure reached in 2005/ Etapes de la Procédure d'Evaluation
atteintes en 2005**

SLOVENIA / SLOVENIE

Date : 1-5 September / septembre 2003

Evaluation team / Equipe d'évaluation :

- i) Mr Wolfgang SCHMID, Senior Prosecutor, Prosecution Office, Stuttgart (Germany / Allemagne)
- ii) Mrs Jane LEY, Deputy Director, Government Relations and Special Projects, U.S. Office of Government Ethics, Washington (United States of America / Etats-Unis d'Amérique)
- iii) Ms Aušra BERNOTIENE, Deputy Director, Department of International Law and European Integration, Ministry of Justice, Vilnius (Lithuania / Lituanie)

Report Eval II adopted / Rapport Eval II adopté : GRECO 16 (12/12/03)

Report Eval II made public on / Rapport Eval II rendu public le : 19/03/04

Deadline RS-II / Délai RS-II : 30/06/05

SLOVAK REPUBLIC / RÉPUBLIQUE SLOVAQUE

Date : 15-19 September / septembre 2003

Evaluation team / Equipe d'évaluation :

- i) Mr Hans ABMA, Ministry of Justice, International Criminal Affairs and Drugs Policy Department, The Hague (Netherlands / Pays-Bas)
- ii) Mrs Olga VIDLAKOVA, Head of Public Section, Institute of Legal Education and Information, Prague (Czech Republic / République Tchèque)
- iii) Mr William A. KEEFER, Assistant Commissioner, Office of Internal Affairs, United States Customs Service, Washington (United States of America / Etats-Unis d'Amérique)

Report Eval II adopted / Rapport Eval II adopté : GRECO 17 (25/03/04)

Report Eval II made public on / Rapport Eval II rendu public le : 01/04/04

Deadline RS-II / Délai RS-II : 31/10/05

FINLAND / FINLANDE

Date : 6-10 October / octobre 2003

Evaluation team / Equipe d'évaluation :

- i) Mr Klaudio STROLIGO, Director of the Office for Money Laundering Prevention, Ministry of Finance, Ljubljana (Slovenia / Slovénie)
- ii) Mr Lennart KLACKENBERG, Advisor to the Swedish Government on anti-corruption issues, Ministry of Justice, Stockholm (Sweden / Suède)
- iii) Mrs Rocio PEREZ-PUIG GONZALES, Judge, Examining Court num. 8, Sevilla (Spain / Espagne)

Report Eval II adopted / Rapport Eval II adopté : GRECO 19 (02/07/04)

Report Eval II made public on / Rapport Eval II rendu public le : 06/07/04

Deadline RS-II / Délai RS-II : 31/12/05

ESTONIA / ESTONIE

Date : 20-24 October / octobre 2003

Evaluation team / Equipe d'évaluation :

- i) Mr Pekka KOPONEN, State Prosecutor, Office of the Prosecutor General, Helsinki (Finland / Finlande)
- ii) Mr Tibor SEPSI, Legal Advisor, Ministry of Justice, Department of Public Law, Budapest (Hungary / Hongrie)
- iii) Mr Keith McCARTHY, Prosecution Group Leader, Inland Revenue Special Compliance Office, Angel Court, London (United Kingdom / Royaume-Uni)

Report Eval II adopted / Rapport Eval II adopté : GRECO 19 (02/07/04)

Report Eval II made public on / Rapport Eval II rendu public le : 06/07/04

Deadline RS-II / Délai RS-II : 31/12/05

LUXEMBOURG

Date : 24-28 November / novembre 2003

Evaluation team / Equipe d'évaluation :

- i) M. Erwin FRANCIS, Directeur de l'Organe de Saisie et de Confiscation, Conseiller au Cabinet du Ministre de la Justice, Bruxelles (Belgium / Belgique)
- ii) M. Claude MATHON, Chef du Service Central de Prévention de la Corruption, Service Interministériel placé auprès du Ministère de la Justice, Paris (France)
- iii) M. Antonio Francisco CLUNY, Procureur Général Adjoint, Cour des Comptes, Lisbonne (Portugal)

Report Eval II adopted / Rapport Eval II adopté : GRECO 18 (14/05/04)

Report Eval II made public on / Rapport Eval II rendu public le : 30/06/04

Deadline RS-II / Délai RS-II : 30/11/05

POLAND / POLOGNE

Date : 24-28 November / novembre 2003

Evaluation team / Equipe d'évaluation :

- i) Mrs Teresa GALVEZ, Prosecutor, Special Attorney General's Office for the Repression of Economic Offences related with corruption, Madrid (Spain / Espagne)
- ii) M. Philippe METTOUX, Secrétaire Général du Service Central de Prévention de la Corruption, Service Interministériel placé auprès du Ministère de la Justice, Paris (France)
- iii) Mr Georgi RUPCHEV, Head of Section "International Legal Cooperation", Ministry of Justice and European Legal Integration, Sofia (Bulgaria / Bulgarie)

Report Eval II adopted / Rapport Eval II adopté : GRECO 18 (14/05/04)

Report Eval II made public on / Rapport Eval II rendu public le : 18/05/04

Deadline RS-II / Délai RS-II : 30/11/05

ICELAND / ISLANDE

Date : 1-5 December / décembre 2003

Evaluation team / Equipe d'évaluation :

- i) Mr Flemming DENKER, Deputy Public Prosecutor, The Public Prosecutor for Serious Economic Crime, Copenhagen (Denmark / Danemark)
- ii) Mr Joseph E. GANGLOFF, Senior Counsel, Office of International Affairs, U.S. Department of Justice, Washington (United States of America / Etats-Unis d'Amérique)
- iii) Mr Antonio VERCHER NOGUERA, Public Prosecutor, Public Prosecutor's Office in the Supreme Court, Madrid (Spain / Espagne)

Report Eval II adopted / Rapport Eval II adopté : GRECO 19 (02/07/04)

Report Eval II made public on / Rapport Eval II rendu public le : 19/08/04

Deadline RS-II / Délai RS-II : 31/12/05

LATVIA / LETTONIE

Date : 2-6 February / février 2004

Evaluation team / Equipe d'évaluation :

- i) Ms Eline WEEDA, Policy maker at the Investigation Department, Ministry of Justice, The Hague (Netherlands / Pays-Bas)
- ii) Mr Kestutis ZABORSKAS, Head of Analytical Organisational Division, Special Investigations Service, Vilnius (Lithuania / Lituanie)
- iii) Mrs Maria PAPAIOANNOU, Unit for Combating Money Laundering, Counsel of the Republic, Nicosia (Cyprus / Chypre)

Report Eval II adopted / Rapport Eval II adopté : GRECO 19 (02/07/04)

Report Eval II made public on / Rapport Eval II rendu public le : 05/07/04

Deadline RS-II / Délai RS-II : 31/12/05

BELGIUM / BELGIQUE

Date : 26-30 April / avril 2004

Evaluation team / Equipe d'évaluation :

- i) Mme Françoise ROSEN, Premier Substitut, Parquet du Luxembourg (Luxembourg)
- ii) Mme Cornelia VICLEANSCHI, Procureur, Bureau du Procureur Général, Chef du Service des Relations Internationales, Chisinau (Moldova)
- iii) M. José Antonio MOURAZ LOPES, Teacher, Centro de Estudos Judiciários, Largo do Limoeiro, Lisbonne (Portugal)

Report Eval II adopted / Rapport Eval II adopté : GRECO 21 (02/12/04)

Report Eval II made public on / Rapport Eval II rendu public le : 24/01/05

Deadline RS-II / Délai RS-II : 31/05/06

FRANCE

Date : 21-25 June / juin 2004

Evaluation team / Equipe d'évaluation :

- i) M. Pieter VERREST, Administrateur Principal, Ministère de la Justice, La Haye (Netherlands / Pays-Bas)
- ii) M. Peter DE ROECK, Auditeur général, Responsable du Service de la Surveillance de l'Intégrité au sein du Service Public fédéral Budget et Contrôle de la gestion, Tour des Finances, Administration du Budget, Bruxelles (Belgium / Belgique)
- iii) M. Panagiotis KAISARIS, Procureur, Cour d'Appel d'Athènes (Greece / Grèce)

Report Eval II adopted / Rapport Eval II adopté : GRECO 21 (02/12/04)

Report Eval II made public on / Rapport Eval II rendu public le : 18/01/05

Deadline RS-II / Délai RS-II : 31/05/06

DENMARK / DANEMARK

Date : 30 August / août – 3 September / septembre 2004

Evaluation team / Equipe d'évaluation :

- i) Mrs Teresa GÁLVEZ, Prosecutor, Special Attorney General's Office for the Repression of Economic Offences related with Corruption in Madrid / European Criminal Judicial Cooperation Unit, Eurojust, NL-The Hague (Spain / Espagne)
- ii) Mrs Birgit LAITENBERGER, Head of Division, Ministerial Counsellor, Ministry of Interior, Berlin (Germany / Allemagne)
- iii) Mr Bostjan PENKO, Director, Office for the Prevention of Corruption, Ljubljana (Slovenia / Slovénie)

Report Eval II adopted / Rapport Eval II adopté : GRECO 22 (18/03/05)

Report Eval II made public on / Rapport Eval II rendu public le : 08/04/05

Deadline RS-II / Délai RS-II : 30/09/06

ALBANIA / ALBANIE

Date : 11-15 October / octobre 2004

Evaluation team / Equipe d'évaluation :

- i) Mr Gerassimos FOURLANOS, Judge by the Court of Appeal in Athens (Greece)
- ii) Mr Henrik HORN, Senior Adviser, Ministry of Justice, Oslo (Norway / Norvège)
- iii) Ms Eline WEEDA, Policy maker at the Investigation Department, Ministry of Justice, The Hague (Netherlands / Pays-Bas)

Report Eval II adopted / Rapport Eval II adopté : GRECO 22 (18/03/05)

Report Eval II made public on / Rapport Eval II rendu public le : 08/07/05

Deadline RS-II / Délai RS-II : 30/09/06

SWEDEN / SUÈDE

Date : 18-22 October / octobre 2004

Evaluation team / Equipe d'évaluation :

- i) Mr Marin MRČELA, Judge, County Court, Zagreb (Croatia / Croatie)
- ii) Mr Alex BELLING, Coordinator policy on integrity, Ministry of the Interior and Kingdom Relations, Directorate-General Management Public Sector, The Hague (Netherlands / Pays-Bas)
- iii) Mr Antti PIHLAJAMAKI, Chief District Prosecutor, Public Prosecutor's Office, Administrative District, Turku (Finland / Finlande)

Report Eval II adopted / Rapport Eval II adopté : GRECO 22 (18/03/05)

Report Eval II made public on / Rapport Eval II rendu public le : 12/04/05

Deadline RS-II / Délai RS-II : 30/09/06

SPAIN / ESPAGNE

Date : 18-22 October / octobre 2004

Evaluation team / Equipe d'évaluation :

- i) Mrs Anca JURMA, Head Prosecutor, International Cooperation Service, National Anticorruption Prosecutor's Office (Romania / Roumanie)
- ii) Mrs Jane LEY, Deputy Director, Government Relations and Special Projects, U.S. Office of Government Ethics, Washington (United States of America / Etats-Unis d'Amérique)
- iii) Mr Jacek GARSTKA, Advisor in Justice and Home Affairs, Representation of the Republic of Poland to the EU, B-Brussels (Poland / Pologne)

Report Eval II adopted / Rapport Eval II adopté : GRECO 23 (20/05/05)

Report Eval II made public on / Rapport Eval II rendu public le : 05/07/05

Deadline RS-II / Délai RS-II : 30/11/06

LITHUANIA / LITUANIE

Date : 6-10 December / décembre 2004

Evaluation team / Equipe d'évaluation :

- i) Mr Henry MATTHEWS, Professional Officer, Office of the Director of Public Prosecutions, Dublin (Ireland / Irlande)
- ii) Mrs Ülle RAIG, Legal adviser, [Ministry of Justice], Tallinn (Estonia / Estonie)
- iii) Mr Anton BARTOLO, Registrar of Companies and Director of the Company Compliance Unit, Malta Financial Services Authority, Attard (Malta / Malte)

Report Eval II adopted / Rapport Eval II adopté : GRECO 23 (20/05/05)

Report Eval II made public on / Rapport Eval II rendu public le : 14/09/05

Deadline RS-II / Délai RS-II : 30/11/06

"THE FORMER YUGOSLAV REPUBLIC OF MACEDONIA" / "L'EX-RÉPUBLIQUE YUGOSLAVE DE MACÉDOINE"

Date : 6-10 December / décembre 2004

Evaluation team / Equipe d'évaluation :

- i) Dr Alastair BROWN, Advocate Depute, Advocate Deputes' Chambers, Edinburgh (United Kingdom / Royaume-Uni)
- ii) Mr Ahmet IMIRZALIOĞLU, Judge, Directorate General of International Law and External Relations, Ministry of Justice, Ankara (Turkey / Turquie)
- iii) Mr Algimantas ČEPAS, Director, Law Institute of Lithuania, Vilnius (Lithuania / Lituanie)

Report Eval II adopted / Rapport Eval II adopté : GRECO 25 (14/10/05)

Report Eval II made public on / Rapport Eval II rendu public le : 02/12/05

Deadline RS-II / Délai RS-II : 30/04/07

GERMANY / ALLEMAGNE

Date : 13-17 December / décembre 2004

Evaluation team / Equipe d'évaluation :

- i) Mr Antoine MacDONNCHA, Advisor Counsel, Office of the Attorney General, Dublin (Ireland / Irlande)
- ii) Mr William A. KEEFER, Assistant Commissioner, Office of Internal Affairs, United States Customs and Border Protection, Washington (United States of America / Etats-Unis d'Amérique)
- iii) Mr Atle ROALDSOY, Senior Adviser, Police Department, Ministry of Justice, Oslo (Norway / Norvège)

Report Eval II adopted / Rapport Eval II adopté : GRECO 24 (01/07/05)

Report Eval II made public on / Rapport Eval II rendu public le : 06/07/05

Deadline RS-II / Délai RS-II : 31/12/2006

BULGARIA / BULGARIE

Date : 13-17 December / décembre 2004

Evaluation team / Equipe d'évaluation :

- i) Mr Håkan ÖBERG, Director, Division of International Affairs, Economic Crimes Bureau, Stockholm (Sweden / Suède)
- ii) Mr Joseph E. GANGLOFF, Senior Counsel, Office of International Affairs, U.S. Department of Justice, Washington (United States of America / Etats-Unis d'Amérique)
- iii) Mr Robert FREMR, Presiding Judge, High Court in Prague (Czech Republic / République Tchèque)

Report Eval II adopted / Rapport Eval II adopté : GRECO 24 (01/07/05)

Report Eval II made public on / Rapport Eval II rendu public le : 17/10/05

Deadline RS-II / Délai RS-II : 31/12/2006

MALTA / MALTE

Date : 10-14 January / janvier 2005

Evaluation team / Equipe d'évaluation :

- i) Mr Ardian DVORANI, Director General of Codification Department, Ministry of Justice, Tirana (Albania / Albanie)
- ii) Mr Jim O'FARRELL, Principal Officer, Department of Finance, Dublin (Ireland / Irlande)
- iii) Mr Philippos KOMODROMOS, Legal Officer, Counsel of the Republic, Attorney General's Office, Law Office of the Republic of Cyprus, Nicosia (Cyprus / Chypre)

Report Eval II adopted / Rapport Eval II adopté : GRECO 24 (01/07/05)

Report Eval II made public on / Rapport Eval II rendu public le : 23/08/05

Deadline RS-II / Délai RS-II : 31/12/2006

NETHERLANDS / PAYS-BAS

Date : 1-4 February / février 2005

Evaluation team / Equipe d'évaluation :

- i) Mr Cezary MICHALCZUK, Prosecutor, Department of International Cooperation and European Law, Ministry of Justice, Warsaw (Poland / Pologne)
- ii) Mr Jan VIDRNA, Director, Department of the General Inspection, Ministry of Justice, Prague (Czech Republic / République Tchèque)
- iii) Mr Eberhard SIEGISMUND, Deputy Director General of the Judicial System Division, Ministerialdirigent, Ministry of Justice, Berlin (Germany / Allemagne)

Report Eval II adopted / Rapport Eval II adopté : GRECO 25 (14/10/05)

Report Eval II made public on / Rapport Eval II rendu public le : 10/11/05

Deadline RS-II / Délai RS-II : 30/04/07

ROMANIA / ROUMANIE

Date : 22-25 February / février 2005

Evaluation team / Equipe d'évaluation :

- i) M. Jean-Marie LEQUESNE, Commissionnaire Divisionnaire, Police Fédérale, Direction Générale de la Police Judiciaire, Bruxelles (Belgique / Belgium)
- ii) Mr Inam KARIMOV, Chief Adviser, Department of Coordination of Law Enforcement Bodies, Executive Office of the President of the Republic, Baku (Azerbaijan / Azerbaïdjan)
- iii) M. Pierre-Christian SOCCOJA, Secrétaire Général du Service Central de Prévention de la Corruption, Service Interministériel placé auprès du Ministère de la Justice, Paris (France)

Report Eval II adopted / Rapport Eval II adopté : GRECO 25 (14/10/05)

Report Eval II made public on / Rapport Eval II rendu public le : 19/10/05

Deadline RS-II / Délai RS-II : 30/04/07

CYPRUS / CHYPRE

Date : 1-4 March / mars 2005

Evaluation team / Equipe d'évaluation :

- i) Mr Richard M. ROGERS, Deputy Chief of Staff, Senior Counsel to the Assistant Attorney General, Criminal Division, U.S Department of Justice, Washington (United States of America / Etats-Unis d'Amérique)
- ii) Mr Tibor SEPSI, Legal Advisor, Ministry of Justice, Department of Public Law, Budapest (Hungary / Hongrie)
- iii) Ms Michelle BUONTEMPO, Senior Manager, Company Compliance Unit and Legal Adviser to the Registry of Companies, Malta Financial Services Authority, Attard (Malta / Malte)

IRELAND / IRLANDE

Date : 21-24 March / mars 2005

Evaluation team / Equipe d'évaluation :

- i) Ms Tania VAN DIJK, Senior policy officer, Ministry of Justice, The Hague (Netherlands / Pays-Bas)
- ii) Mr Dr Denis OSBORNE, Independent Adviser on Governance and Development, Caterbury (United Kingdom / Royaume-Uni)
- iii) Ms Alexandra KAPIŠOVSKÁ, Adviser of the Department of International Affairs, Ministry of Justice, Bratislava (Slovak Republic / République Slovaque)

Report Eval II adopted / Rapport Eval II adopté : GRECO 26 (09/12/05)

Report Eval II made public on / Rapport Eval II rendu public le :

Deadline RS-II / Délai RS-II : 31/07/07

CROATIA / CROATIE

Date : 5-8 April / avril 2005

Evaluation team / Equipe d'évaluation :

- i) Mr Heikki KOPPEROINEN, Detective Chief Superintendent, National Bureau of Investigation, Head of Western Division of NBI, Turku (Finland / Finlande)
- ii) Mrs Jane LEY, Deputy Director, Government Relations and Special Projects, U.S. Office of Government Ethics, Washington (United States of America / Etats-Unis d'Amérique)
- iii) Mrs Antonija SETNIČAR MUBI, Counsellor to the Director, Tax Administration Office, Ministry of Finance, Ljubljana (Slovenia / Slovénie)

Report Eval II adopted / Rapport Eval II adopté : GRECO 26 (09/12/05)

Report Eval II made public on / Rapport Eval II rendu public le : 13/12/05

Deadline RS-II / Délai RS-II : 31/07/07

TURKEY / TURQUIE

Joint First and Second Round Evaluation / Evaluation conjointe des Premier et Deuxième Cycles

Date : 23-27 May / mai 2005

Evaluation team / Equipe d'évaluation :

- i) Ms Ana NIKOLIC, Legal Advisor, Anti-Corruption Initiative Agency, Podgorica (Serbia and Montenegro / Serbie-Monténégro)
- ii, v) Mr Georgi RUPCHEV, Head of Department International Legal Cooperation, Ministry of Justice, Sofia (Bulgaria / Bulgarie)
- iii) Mme Isabelle VAN HEERS, Magistrat Fédéral, Parquet Fédéral, Bruxelles (Belgium / Belgique)
- iv) Dr Richard JARVIS, Secretariat of Committee on Standards in Public Life, London (United Kingdom / Royaume-Uni)

HUNGARY / HONGRIE

Date : 24-27 May / mai 2005

Evaluation team / Equipe d'évaluation :

- i) M. Alparslan CALISKAN, Chief of Serious Fraud and Money Laundering Bureau, Financial Crimes Division, Anti-Smuggling and Organised Crimes Department, General Directorate of Police (TNP), Ankara (Turkey / Turquie)
- ii) Mrs Birgit LAITENBERGER, Head of Division, Ministerial Counsellor, Ministry of Interior, Berlin (Germany / Allemagne)
- iii) Mr Luis Miguel PINTO DE SOUSA E SILVA, Inspecteur en Chef des Finances, Inspection Générale des Finances (IGF), Contrôle des Recettes fiscales, Porto (Portugal)

ARMENIA / ARMENIE

Joint First and Second Round Evaluation / Evaluation conjointe des Premier et Deuxième Cycles

Date: 30 May - 3 June / 30 mai - 3 juin 2005

Evaluation team / Equipe d'évaluation :

- ii, iv) Mr Cezary MICHALCZUK, Prosecutor, Department of International Cooperation and European Law, Ministry of Justice (Poland/Pologne)
- iii, vi) Mr Dimitar KUMURDJIEV, Bulgarian Expert to the Multidisciplinary Group on Corruption (GMC), Former Member of the Commission on Protection of Competition, Legal Adviser, Sofia (Bulgaria / Bulgarie)
- v) Mr Jan VIDRNA, Director, Department of the General Inspection, Ministry of Justice, Prague (Czech Republic / République Tchèque)
- ii) Mr Flemming DENKER, Deputy Public Prosecutor, The Public Prosecutor for Serious Economic Crime, Copenhagen (Denmark / Danemark)

GREECE / GRÈCE

Date : 30 May / mai – 3 June / juin 2005

Evaluation team / Equipe d'évaluation :

- i) Mr Henry MATTHEWS, Professional Officer, Office of the Director of Public Prosecutions, Dublin (Ireland / Irlande)
- ii) Mr Victor QUESADA MORALES, State Lawyer, State Lawyer's Office, Barcelona (Spain / Espagne)
- iii) Mr Björn THORVALDSSON, Deputy at the National Commissioner of the Icelandic Police, Reykjavik (Iceland / Islande)

Report Eval II adopted / Rapport Eval II adopté : GRECO 26 (09/12/05)

Report Eval II made public on / Rapport Eval II rendu public le : 13/12/05

Deadline RS-II / Délai RS-II : 31/07/07

SERBIA AND MONTENEGRO / SERBIE-MONTÉNÉGRO

Joint First and Second Round Evaluation / Evaluation conjointe des Premier et Deuxième Cycles

Date : Podgorica, 13-17 June / juin & Belgrade, 12-16 September / septembre 2005

Evaluation team / Equipe d'évaluation :

- i, iii, vi) Mr Kazimir ÅBERG, Director of International Affairs, Head of Director - General's Office, Economic Crimes Bureau, Stockholm (Sweden / Suède)
- ii, iv) Mrs Anca JURMA, Head Prosecutor, International Cooperation Service, National Anticorruption Prosecutor's Office (Romania / Roumanie)
- ii, iv) Mr Jorn GRAVESEN, Detective Chief Superintendent, The Public Prosecutor for Serious Economic Crime (Denmark / Danemark)
- v) Mr Kestutis ZABORSKAS, Head of Analytical Organisational Division, Special Investigations Service, Vilnius (Lithuania / Lituanie)

CZECH REPUBLIC / REPUBLIQUE TCHEQUE

Date : 13-16 September / septembre 2005

Evaluation team / Equipe d'évaluation :

- i) Mr. Andrej LAZAR, Adviser of the Office against corruption of the Police Headquarters, Presidium of the Police Force, Anticorruption Division, Bratislava (Slovak Republic / République Slovaque)
- ii) Mr William A. KEEFER, Assistant Commissioner, Office of Internal Affairs, United States Customs and Border Protection, Washington (United States of America / Etats-Unis d'Amérique)
- iii) M. Pierre-Christian SOCCOJA, Secrétaire Général du Service Central de Prévention de la Corruption, Service Interministériel placé auprès du Ministère de la Justice, Paris (France)

PORTUGAL

Date : 14-18 November / novembre 2005

Evaluation team / Equipe d'évaluation :

- i) M. Pieter VERREST, Administrateur Principal, Ministère de la Justice, La Haye (Netherlands/Pays-Bas)
- ii) M. Edmond DUNGA, Directeur de l'Unité Anti-Corruption, Conseil des Ministres (Albania / Albanie)
- iii) M. Christian MIRABEL, Commissaire divisionnaire, Chef de la Division Nationale d'Investigations Financières et de la Brigade Centrale de Lutte contre la Corruption, Ministère de l'Intérieur (France))

BOSNIA AND HERZEGOVINA / BOSNIE-HERZÉGOVINE

Date : 21-25 Novembre / novembre 2005

Evaluation team / Equipe d'évaluation :

- i) Ms Maria DE LAS HERAS, Public Prosecutor, Attorney General's Office (Spain/Espagne) - working address: Office for Prevention of Corruption and Organised Crime, Zagreb (Croatia/Croatie)
- ii) Mr Ara S. NAZARYAN, Member of CSC, Civil Service Council, Yerevan (Armenia / Arménie)
- iii) Mr Keith MCCARTHY, Prosecution Group Leader, Inland Revenue Special Compliance Office, Angel Court, London (United Kingdom / Royaume-Uni)

AZERBAIJAN / AZERBAÏDJAN

Joint First and Second Round Evaluation / Evaluation conjointe des Premier et Deuxième Cycles

Date: 12-16 December / décembre 2005

Evaluation team / Equipe d'évaluation :

- i, ii, iv) Dr Alastair BROWN, Advocate Depute, Advocate Deputies' Chambers, Crown Office, Edinburgh (United Kingdom/Royaume-Uni)
- v) Mr Levan KHETSURIANI, Chief Advisor, Anti-Corruption Policy Coordinating Department, National Security Council (Georgia / Géorgie)
- ii, iv) Mr Jorn GRAVESEN, Detective Chief Superintendent, The Public Prosecutor for Serious Economic Crime (Denmark/Danemark)
- iii, vi) Ms Eline WEEDA, Policy Maker, Investigation Department, Ministry of Justice (Netherlands/Pays-Bas)

UNITED STATES OF AMERICA / ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE

Date: 12-16 December / décembre 2005

Evaluation team(s) / Equipe(s) d'évaluation :

- i) Mr Silvio CAMILLERI, Deputy Attorney General, Attorney General's Office, The Palace, VALLETTA (Malta / Malte)
- ii) Dr Richard JARVIS, Secretariat of the Committee on Standards in Public Life (United Kingdom / Royaume-Uni)

- iii) M. Pierre-Christian SOCCOJA, Secrétaire Général du Service Central de Prévention de la Corruption, Service Interministériel placé auprès du Ministère de la Justice (France)
- iv) Mr Jacek GARSTKA, Department of International Cooperation and European Law, Ministry of Justice, Advisor in Justice and Home Affairs, Representation of the Republic of Poland to the European Union (Poland / Pologne)

Fields of competence within the evaluation teams / Domaines de compétence au sein des équipes d'évaluation

Second Round Evaluations / Evaluations du Deuxième Cycle

- i) Proceeds of corruption / Produits de la corruption
- ii) Public administration and corruption / Administration et corruption
- iii) Legal persons and corruption / Personnes morales et corruption

Joint First and Second Round Evaluations / Evaluations des Premier et Deuxième Cycles conjoints

- i) Overview of anti-corruption policy / Politique anti-corruption – vue d'ensemble
- ii) Independence, specialisation and means available to national bodies engaged in the prevention and fight against corruption / Indépendance, spécialisation et moyens disponibles aux organes nationaux impliqués dans la prévention et la lutte contre la corruption
- iii) Extent and scope of immunities / Etendue et champs d'application des immunités
- iv) Proceeds of corruption / Produits de la corruption
- v) Public administration and corruption / Administration et corruption
- vi) Legal persons and corruption / Personnes morales et corruption